

Rapport d'activité

2012

Sommaire

Contexte et Cadre d'intervention.....	5
Professionalisation.....	7
Développement de réseaux.....	34
Capitalisation & Diffusion.....	42
Conseil & Accompagnement.....	60
Études & Recherches.....	78
Observations des territoires.....	84
Ressources Humaines.....	92

CONTEXTE

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Secrétariat Général – Comité Interministériel à la Ville (SG-CIV). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques de l'État.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'État et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : État, Collectivités Territoriales, Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Université Toulouse Le Mirail (UTM), Institut des Etudes Politiques (IEP),
- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés par la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI).

CADRE D'INTERVENTION

Il est important que Ressources & Territoires inscrive sa démarche dans une logique de projet de cohésion sociale territoriale.

Les interventions portent plus particulièrement sur les thématiques suivantes: accès aux savoirs de base, habitat, réussite éducative, santé, emploi, prévention et sécurité, lutte contre les discriminations et égalité femmes / hommes.

Ressources & Territoires souhaite intervenir prioritairement -mais pas exclusivement- sur les territoires en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en créant des espaces de rencontres régulières entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un plan de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduira notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématiques.

Missions socles de Ressources & Territoires :

- ▣ Professionnalisation & mise en réseau
- ▣ Capitalisation & diffusion
- ▣ Conseil & accompagnement
- ▣ Etudes & recherche
- ▣ Observation des territoires

Professionnalisation

Cycle 1 : DCF

Cycle 2 : « Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion »

Cycle 3 : « Jeunesse et prévention de la délinquance »

Les Conférences - Ateliers

Les formations « inter »

Les formations « intra »

Bilan qualitatif

Les formations de Ressources & Territoires réunissent les acteurs de Midi-Pyrénées autour des thématiques de la cohésion sociale. Elles répondent aux problématiques de terrain que rencontrent ces acteurs, dans un contexte économique et politique tendu, où il leur est demandé une efficacité maximale.

Intervenant sur des domaines larges et complexes, ils viennent chercher à travers le programme de formation, des réponses, des solutions, répondant aux difficultés professionnelles qu'ils rencontrent. Ces temps de formations leur permettent de se doter de nouveaux outils, mais aussi de se rencontrer. Ils se rendent compte qu'ils ont des difficultés communes, le même sentiment d'isolement, et qu'ensemble ils peuvent trouver des solutions adéquates aux difficultés collectives.

La professionnalisation, mission socle de Ressources & Territoires, est une des réponses apportées aux acteurs de Midi-Pyrénées pour les accompagner à la réalisation de leurs missions.

Le programme de formation de Ressources & Territoire a pour objectif général de permettre aux professionnels d'avoir une meilleure connaissance des publics qu'ils accompagnent, d'échanger sur leurs pratiques professionnelles et d'enrichir leurs interventions par la réflexion théorique.

Trois cycles de formation ont été réalisés sur trois champs différents.

- Le cycle « DCF » est réalisé chaque année en une ou deux sessions annuelles.
- Le cycle « Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion » a fait l'objet en 2012 d'une réingénierie ; en 2011, certains modules de ce cycle ont été réalisés mais sans la cohérence pédagogique du cycle 2012.
- Le cycle « Jeunesse et prévention de la délinquance » est un cycle nouveau, qui a été élaboré à partir des demandes et besoins des acteurs, notamment les coordinateurs des CLSPD.

Thématiques des cycles

« DCF » (Développer ses compétences de formateurs)	Accès aux savoirs de base
« Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion »	Discrimination – Égalité Femme-Homme
« Jeunesse et prévention de la délinquance »	Sécurité et prévention de la délinquance

Comparatif 2011 / 2012

2011	2 cycles	13 jours	28 personnes	1183 h « stagiaires »
2012	3 cycles	23 jours	34 personnes	1799 h « stagiaires »

En 2012, le nombre d'heures stagiaires sur les cycles de formation a augmenté de 34%

Cycle 1 : DCF « Développer ses compétences de formateurs »

Contexte

Ce cycle de formation est destiné aux formateur-trice-s (salarié-e-s, débutant-e-s et/ou bénévoles) intervenant auprès de publics en difficulté sur les savoirs de base afin de leur permettre de se doter de repères fondamentaux, didactiques et opérationnels pour aborder l'apprentissage des savoirs de base et de développer un questionnement sur leur pratique. Ce cycle est proposé chaque année pour répondre aux demandes régulières des structures.

Objectifs

Acquérir les savoirs théoriques et pratiques qui leur sont nécessaires pour construire et animer des séances auprès de publics maîtrisant peu ou pas les savoirs de base. Sur la période sont abordées les disciplines principales ainsi que la posture professionnelle à tenir face à ce type de public.

Réalisation

10 jours de formation réalisés - journées de 7 heures – soit 70 heures de formation
10 personnes ont suivi le cycle - 679 heures stagiaires

Les intervenant-e-s

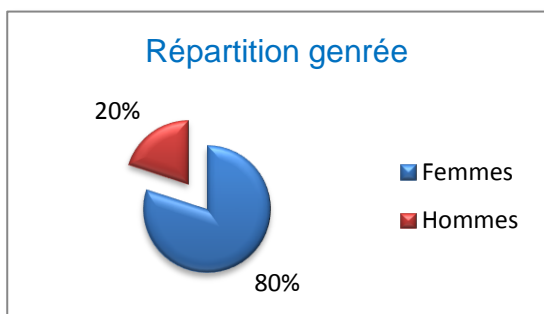
Trois intervenant-e-s extérieures :

Véronique CHAUVET : formatrice de formateurs, didacticienne en langue française ; est intervenue sur la communication orale.

Pierre GILOT : formateur de formateurs, professeur de mathématiques, spécialisé sur l'apprentissage de la discipline auprès de publics en difficulté ; est intervenu sur la numération et les différentes opérations.

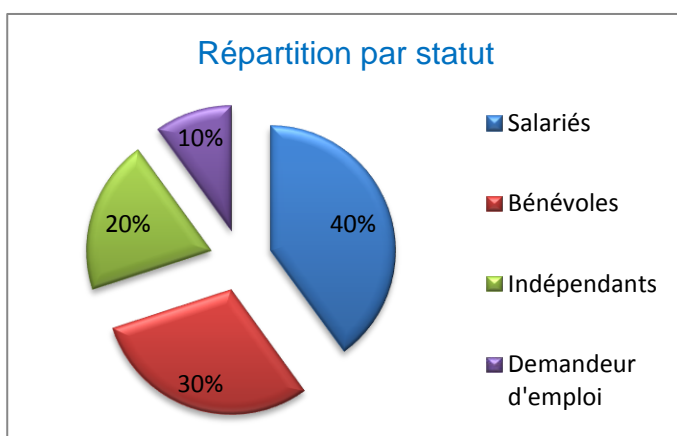
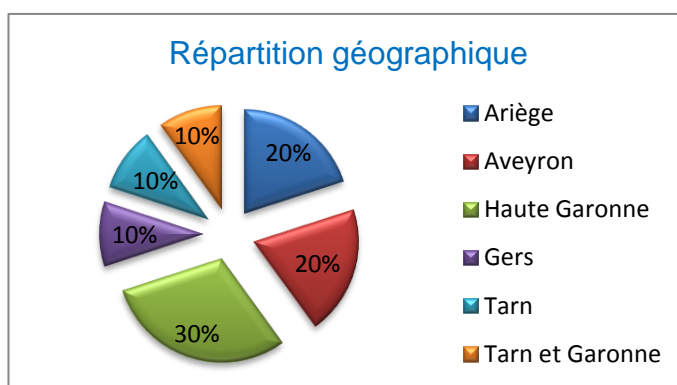
Catherine OULANIER : psychomotricienne, est intervenue sur la posture du formateur et l'acte d'apprendre.

Typologie des participants



Les femmes toujours plus présentes en formation. Cet indice est général sur l'ensemble des actions.

Répartition homogène
Départements non représentés :
Le Lot et les Hautes Pyrénées



L'ensemble des participants exerce sur le champ des savoirs de base, apprentissage de la langue, auprès de personnes en difficultés sur ces savoirs ou en situation d'illettrisme. Les salarié-e-s travaillent dans des organismes de formation et des associations. Deux personnes sont formateurs titulaires au CNFPT.

Cycle 2 : « Connaissance des publics et prévention des processus d'exclusion »

Contexte

Dans un paysage social, économique, spirituel et religieux en pleine mutation, l'actualité ne cesse d'interpeller les acteurs sur des questions « sensibles » de société : laïcité, religion, égalité homme/femme, exclusion, discrimination, ...

Moments de réflexion d'autant plus nécessaires que la société française est traversée par de nombreux débats autour de la question de l'identité nationale et des discriminations.

Objectifs

Ces journées de formation se sont déclinées en 3 parties et ont eu pour objectif d'approfondir les connaissances sur ces thématiques, d'appréhender ces différents concepts et de travailler sur ses propres valeurs et représentations.

Chacune des parties pouvaient être suivies indépendamment les unes des autres.

Réalisation

« D'une rive à l'autre, d'une langue à l'autre » (1^{ère} partie)

Spécificité du public arabo(berbero)phone en situation d'apprentissage du français

2 journées de formation pour explorer les rapports qu'entretiennent les deux langues – française et arabe – dans leurs dimensions (socio)linguistique, didactique, politique et symbolique.

« Diversité culturelle et accompagnement des publics » (2^{ème} partie)

2 journées de formation pour aborder la question de la diversité et du vivre-ensemble qui interpelle chacun de nous à divers titres, tant professionnels que personnels.

« Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités » (3^{ème} partie)

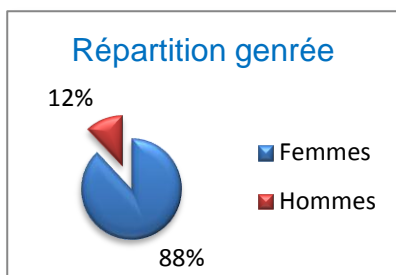
La laïcité ne cesse d'être interpellée, rejetée, revendiquée, sans que l'on sache parfois ce qu'elle recouvre exactement. 3 journées de formation pour clarifier des termes et contenus (laïcité, religion, communautarisme, discrimination...) et aider les professionnels - parfois démunis dans certaines situations - dans leur positionnement et leur mission d'accompagnement.

L'intervenante :

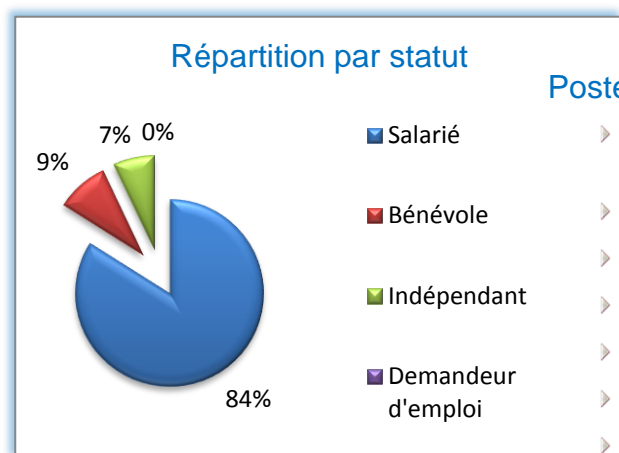
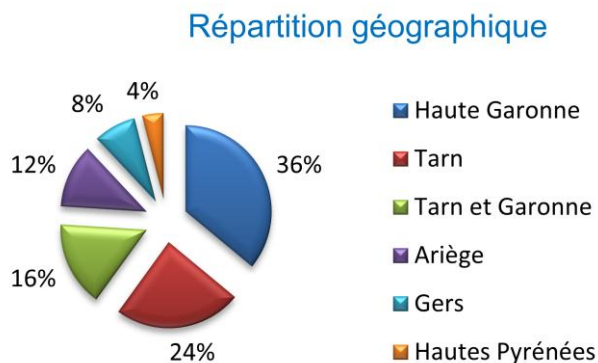
Baya BOUALEM, Docteure en sciences de l'éducation, chercheuse en anthropologie interculturelle – Ethnolinguiste. Elle se consacre depuis de nombreuses années, à la communication interculturelle et à la connaissance de l'Islam et du monde arabo-musulman, afin d'établir des passerelles vivifiantes et nécessaires entre l'Occident et l'Orient.

- ▶ 7 jours de formation réalisés
- ▶ 25 personnes ont suivi le cycle
- ▶ 602 heures stagiaires

Typologie des participants



Départements non représentés :
Le Lot et l'Aveyron



Postes occupés

- 4 formateurs en Apprentissage des Savoirs de Base (3 femmes ; 1 homme)
- 4 animatrices de centre social
- 3 éducateurs spécialisés (2 femmes ; 1 homme)
- 3 conseillères en insertion socio-professionnelle
- 2 assistantes sociales
- 2 conseillères en économie sociale et familiale
- 7 autres (médiatrice de quartier, chargée de formation, directeur de centre social, psychologue, psychomotricienne, déléguée du préfet, responsable maison citoyenne)

Cycle 3 : « Jeunesse et prévention de la délinquance »

Contexte

Sur les territoires, de nombreux acteurs (services de l'Etat, institution judiciaire, collectivités territoriales, associations...) interviennent auprès de la jeunesse avec des positionnements différents : prévention, protection, répression, éducation... Ces multiples approches peuvent entraîner des confusions entre le/les système(s), entre les acteurs et les champs d'intervention. Il paraît alors nécessaire d'avoir des éclairages fondamentaux permettant de comprendre et d'articuler les politiques jeunesse et les politiques de prévention de la délinquance.

Objectifs

Ce cycle de formation avait pour objectif de favoriser une approche pluridisciplinaire et interinstitutionnelle autour de la prévention de la délinquance, de proposer une réflexion collective permettant de relever les visions partagées du territoire sur lesquelles diverses institutions agissent, pour conforter les professionnels dans l'exercice de leur fonction.

Les intervenant-e-s

Gilbert BERLIOZ, consultant du cabinet CRESS dans le domaine des politiques sociales et territoriales, il est spécialiste des processus de socialisation des jeunes et des politiques de prévention.

Il a inauguré le cycle par l'approche éducative : comprendre la problématique du point de vue éducatif et s'entendre sur le mot « jeunesse »

Il a ensuite animé une 2^{ème} journée autour des systèmes d'acteurs et les périmètres d'intervention pour appréhender les dimensions fondamentales permettant d'affiner les connaissances et approches en matière de prévention de la délinquance

- ▶ 5 jours de formation réalisés
- ▶ 12 personnes ont suivi le cycle
- ▶ 518 heures stagiaires

Laurent BONELLI, sociologue et maître de conférences en science politique à l'université Paris-X (Nanterre). Il est spécialisé dans les questions de sécurité urbaine, de surveillance et des politiques de lutte contre le terrorisme.

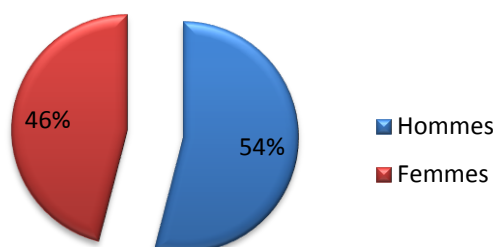
La journée a été consacrée à l'approche sociologique et anthropologique (définitions, évolutions, causes et conséquences).

Joëlle BORDET, psychosociologue du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). J. Bordet a développé un travail sur les questions de la prévention de la délinquance, de la lutte contre la violence et des modes de socialisation des jeunes.

Elle a animé les 3 derniers jours du cycle en abordant la problématique par l'approche politique et a mené avec le groupe un travail sur les articulations et pratiques territoriales.

Typologie des participants

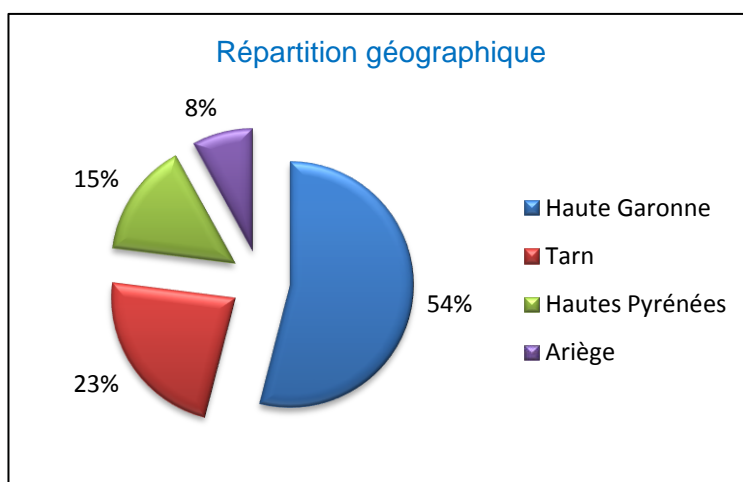
Répartition genrée



On constate que la thématique « sécurité et prévention de la délinquance » intéresse plus les hommes que les femmes ; ceci est dû au fait que les postes sont occupés en majorité par des hommes.

Départements non représentés : le Lot, l'Aveyron, le Gers et le Tarn et Garonne

Répartition géographique



Répartition par statut

- 1 responsable du secteur ado
- 1 responsable du secteur jeune
- 1 animatrice en charge du secteur jeunesse
- 3 coordinateurs CLSPD
- 2 coordinateurs PRE
- 1 éducateur PJJ
- 1 éducateur prévention spécialisée
- 2 animateurs service jeunesse
- 1 jeune diplômée en Master sciences politiques, spécialité politique et sécurité

Structures : 2 associations ; 1 centre social ; 3 CLSPD ; 1 PRE ville ; 1 PJJ ; 1 service jeunesse communal.

Récapitulatif des cycles

SYNTHESE DES CYCLES DE FORMATIONS							
Date	Intitulé de la formation	Nombre jours	Hommes	Femmes	Total	Heures Formation	Heures stagiaires
8- 9 mars	DEVELOPPER SES COMPETENCES DE FORMATEUR	10	2	8	10	70	679
29-30 mars							
26-27 avril							
24-25 mai							
21-22 juin							
5-6 avril	CONNAISSANCE DES PUBLICS ET PREVENTION DES PROCESSUS D'EXCLUSION ET DE DISCRIMINATION	7	2	10	12	49	602
7-8 juin							
26-27-28 sept							
18-19 octobre	JEUNESSE ET PREVENTION DE LA DELINQUANCE : QUELLES POLITIQUES POUR QUELLES REPONSES	6	7	5	12	42	518
16-30 novembre							
10 déc-22/01/13							
TOTAL		23	11	23	34	161	1799

Les Conférences - Ateliers

Les conférences sont réalisées en fonction de l'actualité régionale ou nationale. En 2012, 5 conférences ont été réalisées (pour 4 en 2011), dont une qui a été délocalisée dans un département (Tarn) à la demande des acteurs locaux.

Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes, écrits par les conférenciers ou co-écrits avec R&T. Les éditions 2012 « Conf'At' », sont plus qualitatives que les années précédentes. Editées en format papier A5, les acteurs peuvent se procurer les Conf'At' ou les consulter à l'espace documentaire. Elles sont mises en ligne sur le site Internet R&T et téléchargeables.

C'est une volonté de R&T de rendre visibles tous les contenus de ces conférences aux participants mais aussi d'apporter une réponse aux acteurs qui souhaitent prendre connaissance et/ou approfondir les sujets abordés.

Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participants (nombre restreint à une vingtaine de personnes) de questionner le conférencier sur la thématique et surtout de faire le lien avec les problématiques de leur territoire.

Ces conférences provoquent parfois la mise en place d'actions ciblées, soit pour un réseau d'acteurs, soit pour un projet de territoire.

Trois conférences ont ainsi déclenché 3 actions :

La conférence sur « Le référentiel FLI » (Français Langue d'Intégration) a permis aux acteurs de la formation de cerner les enjeux de ce nouveau dispositif et de permettre à leurs formateurs et coordinateurs de suivre les formations « FLI » mises en œuvre par Ressources & Territoires.

Deux membres du personnel de Ressources & Territoires ont suivi une formation spécialisée sur le référentiel FLI et ont été nommés par la DAIC « Expertes FLI ».

La conférence sur « Les clauses d'insertion dans les marchés publics » a permis la création du réseau des « clauseurs », animé par une chargée de mission de Ressources & Territoires. C'est à leur demande que ce réseau a été constitué.

La conférence sur l'accès à la formation des publics en situation d'illettrisme a incité certains acteurs du Tarn à participer au projet « La Chaîne des Savoirs », projet qui sera mis en œuvre en 2013.

Les intervenants sont tous des experts reconnus dans leur champ de compétences.

Comparatifs 2011 / 2012

2011	4 conférences	145 personnes	52 personnes en atelier	591 h « stagiaires »
2012	5 conférences	323 personnes	128 personnes en atelier	1585 h « stagiaires »
		+ 55 %	+ 60 %	+ 63 %

1^{ère} conférence

« Freins et leviers face à une démarche de réapprentissage des savoirs de base à l'âge adulte »

- ▶ 41 personnes pour la plénière
- ▶ 17 personnes pour l'atelier

Présentation d'une étude concernant l'accès à la formation aux « savoirs et compétences de base » pour les allocataires des minima sociaux.

L'intervenante

Anne VINÉRIER est Docteure en Sciences de l'Education, spécialisée sur la question de l'illettrisme. Elle est responsable de l'association FARLcl (Formation des acteurs et Recherche dans la lutte contre l'illettrisme).

Depuis de nombreuses années, Anne Vinérier forme les acteurs concernés par la problématique de l'illettrisme : formateurs, personnes-relais rencontrant le public en difficulté avec les savoirs de base. Elle mène des recherches sur la question de l'illettrisme en y associant les personnes concernées.

Cette journée a réuni bon nombre d'acteurs impliqués de près ou de loin dans la lutte contre l'illettrisme, la lutte contre les exclusions, la lutte contre les inégalités ; ainsi que les acteurs de l'insertion et de la formation professionnelle.

Décideurs, financeurs, prescripteurs, opérateurs, responsables d'OF, d'associations, formateurs, travailleurs sociaux, étaient présents. La présentation de l'étude a permis à ces acteurs de comprendre pourquoi le public allocataire des minima sociaux a tant de difficulté à entrer en formation.

L'atelier-débat autour de l'étude a soulevé de nombreuses questions ; l'éclairage de la conférencière leur a permis de dégager des pistes de réflexions et d'actions avec une approche nouvelle face à cette question restée souvent sans réponse : l'accès du public en grande difficulté avec les savoirs et compétences de base à des espaces de formation.

Certains acteurs, très impliqués, ont demandé à Ressources & Territoires de poursuivre ce travail par la mise en place d'un projet territorial. La réalisation de ce projet « la Chaîne des Savoirs » est programmée pour 2013.

2^{ème} conférence

« Le Français Langue d'Intégration - Formalisation d'une démarche d'enseignement / apprentissage du français aux migrants venus s'installer durablement en France »

En octobre 2011 est sorti un nouveau référentiel dans le champ de l'enseignement / apprentissage de la langue et de la culture françaises aux migrants venus s'installer durablement en France. Celui-ci porte le nom de « Français Langue d'Intégration » (FLI).

Le label FLI arrive au bout d'un processus qui a débuté avec le Contrat d'Accueil et d'Intégration (CAI). Il formalise une démarche andragogique déjà adoptée par bon nombre d'organismes de formation et de formateurs du domaine. Il s'inscrit dans une logique que les acteurs de terrain, pour qui ce référentiel a été conçu, ont acceptée et soutenue : celle d'une hausse permanente de la qualité des prestations destinées aux migrants.

Il met en valeur la reconnaissance de ces organismes qui œuvrent avec compétence et combativité pour une meilleure insertion socio-professionnelle des migrants tout en légitimant et en structurant un champ éducatif longtemps négligé.

L'intervenante

Anne VICHER est Professeure associée à l'Université de Paris Ouest Nanterre la Défense (Paris 10) et Responsable du Master FLE / Parcours FLI, coordinatrice et co-auteure du référentiel FLI. Elle est également directrice d'ÉCRIMED'.

- ▶ 68 personnes en plénière
- ▶ 48 personnes pour l'atelier

ÉCRIMED' est un cabinet d'ingénierie de formation spécialisé dans l'apprentissage du français langue étrangère ou seconde (FLE/FLS), l'alphabétisation, la lutte contre l'illettrisme, l'insertion professionnelle des personnes faiblement qualifiées ou scolarisées et le développement des compétences clés en entreprise.

Cette conférence sur le référentiel FLI a été la première à être organisée au niveau national répondant ainsi à l'actualité politique et aux préoccupations des acteurs de Midi-Pyrénées. La mise en place de ce référentiel a impliqué de profonds changements tant pour les organismes de formations et associations que pour les professionnels de terrains, les formateurs.

Initiateur de la mise en place de ces nouvelles pratiques, Ressources & Territoires a co-construit avec Ecrimed' un programme de formation spécifique pour les formateurs et coordinateurs pédagogiques des structures (organismes et/ou associations).

Conseils, accompagnements personnalisés pour la labellisation ou l'agrément du FLI, formations de formateurs FLI ont été réalisés par les 2 experts FLI de Ressources & Territoires, à la suite de cette conférence.

3^{ème} conférence

« Les clauses d'insertion dans les marchés publics »

Organisée à la demande de plusieurs acteurs de Midi-Pyrénées, cette conférence a permis aux participants de comprendre les enjeux des clauses d'insertion dans les marchés publics ainsi que le cadre réglementaire. C'est sur cette 2^{ème} partie qu'il y a eu le plus de questions, la réglementation étant singulière et parfois peu lisible pour bon nombre d'acteurs.

L'intervenant

Patrick LOQUET est maître de conférences à l'Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis / Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion. Il est également consultant-formateur auprès des collectivités locales ou établissements publics pour la mise en œuvre des clauses sociales dans leurs marchés.

- ▶ 58 personnes pour la plénière
- ▶ 58 personnes pour l'atelier-débat

Lors de l'atelier-débat de l'après-midi, plusieurs acteurs (missionnés en tant que facilitateurs des clauses d'insertion) ont interpellé Ressources & Territoires pour mettre en place un réseau des « clausers » afin de développer cet axe avec les structures de Midi-Pyrénées.

4^{ème} conférence

« Participation des habitants, concertation dans l'espace public... Au-delà des intentions affichées, quelles réalités sur nos territoires ? »

Vivre ensemble – Citoyenneté – Démocratie participative... Cette conférence a eu pour objet de redonner du sens à des concepts qui sont au cœur de la question de la démocratie, de revisiter ce vocabulaire et surtout d'échanger collectivement sur les méthodes et les outils qui permettent effectivement l'expression et l'implication des citoyens dans l'espace public.

Illustré par 3 témoignages (local avec la ville de St Juery (81) ; international avec Dakar (Sénégal) ; national avec Grenoble (38)), le travail en atelier de l'après-midi a permis aux acteurs d'identifier des éléments de méthodes pour construire des démarches de concertation.

L'intervenant

Gérard GASSELIN est urbaniste et géographe ; il est responsable de l'association Solidarité Villes, impliquée depuis dix ans en Midi-Pyrénées sur les démarches de concertation, de politique de la ville et de développement durable. Il a dans le passé assuré des fonctions de chef de projet de contrat de ville et il a fondé et dirigé pendant trois ans l'Institut Régional de la Ville (IREV), centre de ressources du Nord Pas-de-Calais. Il est par ailleurs expert de l'UNESCO dans des actions de coopération décentralisée sur les sites du patrimoine mondial.

- ▶ 56 personnes pour la plénière
- ▶ 35 personnes pour l'atelier

5^{ème} conférence

« Violences et passages à l'acte délinquant : comment agir sur les territoires ? »

Cette conférence a été organisée en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois et Ressources & Territoires.

Cette conférence a apporté un éclairage autour des questions de la violence et de ses représentations. Amalgamant les délinquances les plus bénignes et les plus graves, Laurent Mucchielli estime que de prétendus « experts » réactivent la vieille peur du complot de l'« ennemi intérieur ». Il a d'abord explicité les enjeux de ce débat, décortiqué les discours et montré, selon lui, tous les artifices.

L'intervenant

Laurent MUCCHIELLI est sociologue et directeur de recherche au CNRS (*Laboratoire Méditerranéen de Sociologie, LAMES, UMR 6127*).

Il est l'initiateur et le directeur de l'Observatoire Régional de la délinquance et des contextes sociaux (ORDCS) à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme d'Aix-en-Provence. Il a récemment publié *L'invention de la violence. Des peurs, des chiffres, des faits* (Fayard, 2011) et *Vous avez dit sécurité ?* (Champ social, 2012).

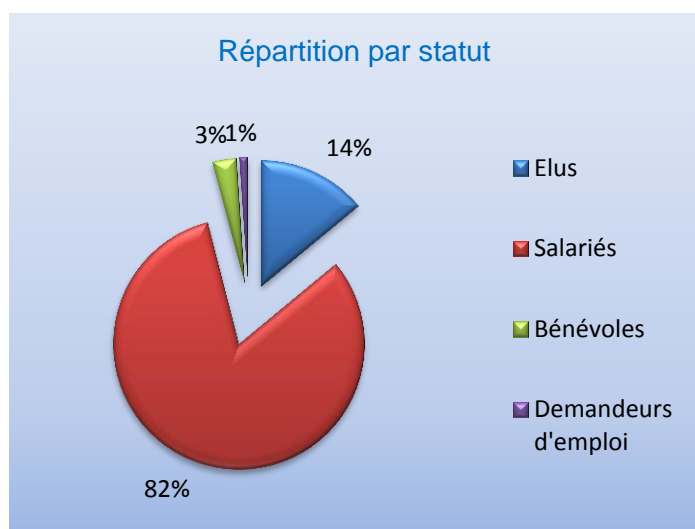
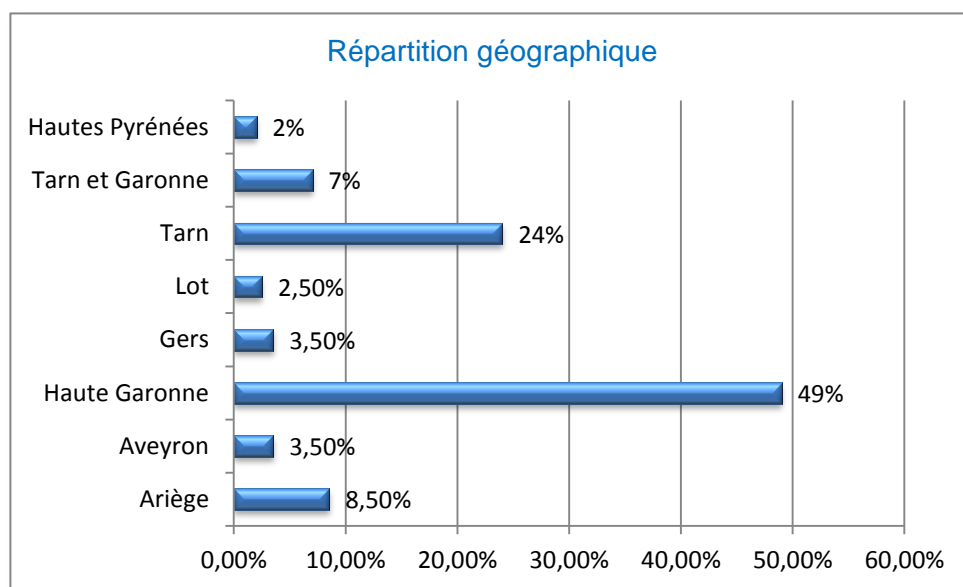
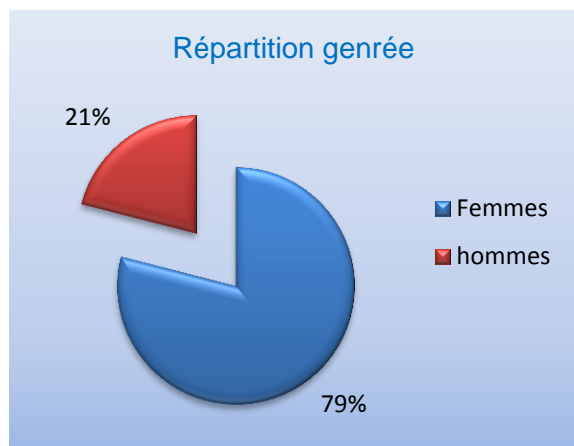
Il est également rédacteur en chef du site de ressources documentaires et d'analyse critique, animé par un réseau de chercheurs en sciences sociales :

« Délinquance, justice et autres questions de société »

- ▶ 100 personnes pour la plénière
- ▶ 28 personnes pour l'atelier

L'atelier était réservé aux techniciens de l'Albigeois afin de répondre à des problématiques locales. L'appui et l'éclairage d'un expert leur étaient nécessaires pour mettre en place un travail commun. Ce premier atelier s'est conclu par la mise en place de trois autres journées en 2013 qui devraient être consacrées à la réalisation d'actions concrètes.

Synopsis des publics en Conf'At'

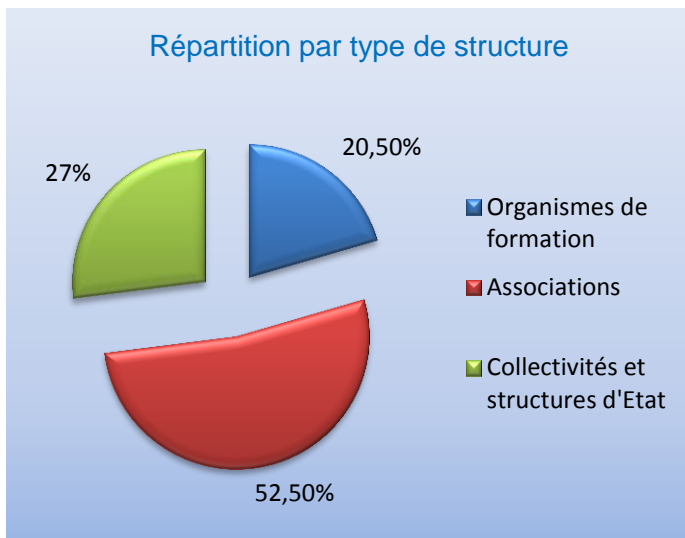


Sur la catégorie « Salariés »

La répartition est à peu près identique entre

- les « employés - techniciens » (52%)
- les « agents de maîtrise-cadres » (48%)

(CSP INSEE)



Collectivités et structures d'Etat :

- Conseils Généraux de l'Ariège, du Tarn et de la Haute Garonne
- Mairies – CCAS
- Toulouse Métropole et Toulouse Métropole Emploi
- Ministère de l'Agriculture
- Rectorat de Toulouse et CASNAV
- DRJSCS – SGAR – DIRECCTE
- Pôle Emploi – AFPA - CFPPA
- Ecole Régionale de la 2^{ème} Chance
- GIP CUCSA
- UTM – CNFPT - CRDP
- DAFPIC GIP FCIP – GRETA
- Missions Locales - MJC

Récapitulatif des Conf'At'

Date	CONFERENCES / ATELIERS	Nbre jour	Nombre Hommes	Nombre Femmes	Total	Durée hre F°	Heures stagiaires
1	28 fev	0,5	7	34	41	3	123
	CONF : Etudes Freins/leviers...réapprentissage des SDB à l'âge adultes						
2	14-mars	0,5	8	60	68	3	204
	AT : Etudes Freins/leviers...réapprentissage des SDB à l'âge adultes						
3	26-juin	1	16	42	58	7	406
	CONF et atelier : Les clauses d'insertion dans les marchés publics						
4	03-déc	0,5	12	44	56	3	168
	CONF FLI						
5	04-déc	0,5	9	26	35	3	105
	AT FLI						
5	04-déc	0,5	27	73	100	3	300
	CONF Violences et passages à l'acte délinquant (ALBI)						
5	04-déc	0,5	9	19	28	3	84
	AT Violences et passages à l'acte délinquant (ALBI)						
5		5	96	355	451	31	1585

Les formations « inter » - Programme de formation ouvert à tout acteur

Le programme de formation offre de nombreuses actions de formation contribuant à la professionnalisation des acteurs et concerne deux types de publics :

Les acteurs directs :
professionnels de l'insertion, de la formation, du social, de l'éducatif, de l'associatif (travailleurs sociaux, formateurs, responsables...)

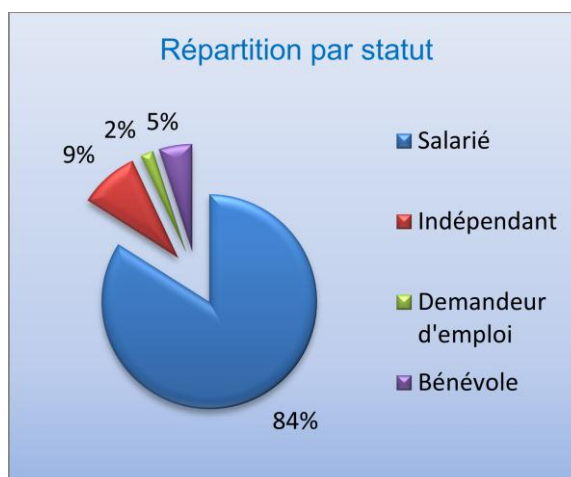
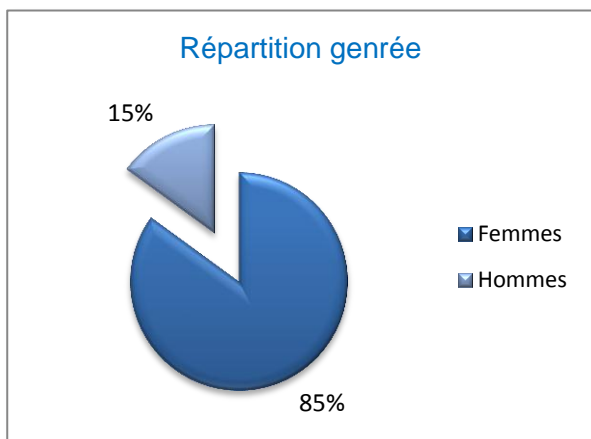
Les acteurs indirects :
personnes relais, acteurs institutionnels, acteurs de la prévention, de l'éducation

Pour l'année 2012, Ressources & Territoires a réalisé (Chiffres hors cycles de formation) :

25 actions de formations (pour 25 en 2011)
Sur 44 journées (pour 33 en 2011)
Cumulant 3996 heures stagiaires (pour 1908 en 2011)

355 personnes formées (pour 184 en 2011)
96,86 % de taux de participation aux actions (pour 96% en 2011)

Typologie des participants



Récapitulatif des formations « inter »

Date	FORMATIONS "INTER"	Nbre jour	Nombre Hommes	Nombre Femmes	Total	Heures F°	Heures Stagiaire	
1	17-31 janv	Optimiser vos capacités d'analyse et de créativité avec le "mind map"	2	2	12	14	14	196
2	26-27 janv	Des logiciels libres pour favoriser l'apprentissage des savoirs de base	2	1	12,5	13,5	14	189
3	2 fev	Sensibilisation aux situations d'illettrisme	1	0	12	12	7	84
4	1-2 mars	Comment le formateur peut-il aider l'apprenant à rester maître de son apprentissage ? La démarche "Des chemins du savoir"	2	0	14,5	14,5	14	203
5	6-27 mars	Echanges de pratiques autour du livre pour lire et faire lire	2	0	8,75	8,75	12	105
	15-mai							
	24-avr							
6	15-mars	Les dispositifs de formation linguistique	0,5	2	22	24	3,5	84
7	15-mars	Le Cadre Européen Commun de Références pour les langues	0,5	1	18	19	3,5	66,5
8	03-mai	DIALOGO un logiciel associatif Pour un public en situation d'illettrisme	1	2	15	17	7	119
9	31-mai 14-juin	Optimiser vos capacités d'analyse et de créativité avec le "mind map"	2	0	10	10	14	140
10	11-12 juin	Français Langue d'Intégration (FLI) 1	4	2	9	11	28	308
	2-3 juil							
11	28-29 juin	Gérer l'hétérogénéité dans les formations linguistiques pour adultes migrants en France	2	2	14,5	16,5	14	231
12	13-14 sept	Français Langue d'Intégration (FLI) 2	4	1	11	12	28	336
	11-12 oct							
13	20-21 sept	La correction phonétique	2	1	14	15	14	210
14	1-2 oct	Chemin (ap)prendre	2	0	8	8	14	112
15	10-oct	Risques et dangers liés à internet.	1	5	13	18	6	108
16	15-16 oct	Français Langue d'Intégration (FLI) 3	4	0	11,5	11,5	28	322
	26-27 nov							
17	22-oct	De l'idée au projet: comment construire un projet ?	1	4	11	15	7	105
18	23-oct	Faire des mathématiques sans la maîtrise de l'écrit, c'est possible !	1	0	15	15	7	105
19	25-26 oct	Pratique de l'entretien d'explicitation	4	2	11,75	13,75	28	385
	6-7 déc							
20	23-nov	Blogs et compagnie...des outils web en formation d'adultes?	1	2	13	15	7	105
21	21-nov	Un réseau ? Pour quoi faire ?	1	4	13	17	7	119
22	22-nov	Risques et dangers liés à internet.	1	8	8	16	7	112
23	23-nov	Risques et dangers liés à internet.	1	4	10	14	6	84
24	28-nov	Secret, discrétion et partage d'informations	1	5	9	14	7	98
25	13-déc	Découverte de ressources : de la théorie aux pratiques	1	0	10	10	7	70
25	TOTAL		44	48	307	355	304	3997

Les formations « intra » - Formations spécifiques hors programme

A la demande des acteurs, Ressources & Territoires conçoit et met en œuvre des formations spécifiques répondant aux problématiques et besoins d'un territoire. Ces formations sont pour la plupart animées par les chargées de mission de Ressources & Territoires ou par un intervenant extérieur pour une thématique particulière. Toutes les actions sont réalisées in situ.

- ▶ 14 actions de formation réalisées (5 en 2011)
- ▶ 13 structures différentes (dont 2 hors région)
- ▶ 22 journées (12 en 2011)
- ▶ 216 personnes formées
- ▶ 146 heures de formation
- ▶ 2215 heures stagiaires

ERASME : intervention auprès d'étudiants en formation d'Educateurs Spécialisés sur le thème « politique de la ville » pour une approche générale et un apport méthodologique sur le diagnostic territorial.

Association des Paralysés de France : intervention auprès de formateurs et accompagnateurs spécialisés. Formation de formateurs sur l'utilisation d'outils pédagogiques spécifiques (notamment face à des publics en difficulté sur le code écrit) et sur la mise en œuvre de différentes méthodes pédagogiques en fonction de l'hétérogénéité de leurs publics.

Association REGAR : (*Réseau Expérimental Gersois d'Aide et de Réinsertion*) : intervention auprès de formateurs en savoirs de base (salariés et bénévoles). Professionnalisation des formateurs autour de 4 thèmes : la terminologie spécifique à l'apprentissage de la langue (Alphabétisation, français langue étrangère, illettrisme) – les caractéristiques des publics en formation linguistique et repérage des situations d'illettrisme – l'évaluation en formation linguistique – l'utilisation du jeu dans une séance d'apprentissage.

FAFTT : intervention auprès des professionnels. Formation des chargés d'information et des conseillers-projet pour co-construire les outils d'aide au repérage des salariés intérimaires en situation d'illettrisme. Permettre à ces professionnels intervenant auprès des salariés d'intégrer dans leurs pratiques professionnelles une démarche d'accompagnement et de repérage des personnes en difficulté sur la langue et/ou sur les savoirs de base.

Forum pédagogique : *organisé en partenariat avec l'Institut pédagogique AGO et la CSFC (chambre syndicale des formateurs consultants).*

Conférence de **Jean-Pierre BOUTINET** ; présentation de pratiques d'acteurs ; atelier de créativité pour l'apprentissage ; présentation d'outils pédagogiques et éducatifs créés par des acteurs ; présentation des mallettes de Ressources & Territoires (outils pédagogiques pour la formation des adultes en difficultés d'apprentissage sur les savoirs de base).

La journée a rassemblé une centaine de personnes (*ne sont comptabilisées que les personnes ayant participé à l'atelier des mallettes pédagogiques de Ressources & Territoires*).

DRJSCS : intervention auprès des directeurs départementaux et des délégués du préfet de la région Midi-Pyrénées – Réunion régionale Politique de la Ville.

Formation sur la thématique « Prévention de la délinquance – Sécurité » : les politiques de prévention et de sécurité ; les orientations actuelles en matière de prévention de la délinquance ; l'observation et la mesure de la délinquance.

Centre Social de Montauban : intervention auprès des professionnels.

Intervenante : **Baya BOUALEM**, Docteure en Sciences de l'Education et chercheuse en anthropologie interculturelle – Ethnolinguiste –

Formation des animateurs, coordinateurs sociaux et cadres du centre social sur la laïcité (Intitulé de la formation : « Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités ») avec pour objectifs de clarifier les termes et les contenus (laïcité, religion, communautarisme, discrimination...) ; d'acquérir des outils pour comprendre et apporter des réponses adaptées à des attentes et/ou demandes de certains publics ; de connaître le cadre institutionnel et législatif auquel se référer dans sa mission d'accompagnement.

CISPD d'Aiguefonde, d'Aussillon, de Labruguière, de Mazamet, de Payrin-Augmontel et Pont de l'Arn (81) :

Intervention auprès des élus (maires, adjoints), de la police nationale, de la gendarmerie nationale, de la police municipale, des professionnels de la cohésion sociale (éducateurs de la maison du Conseil Général du Tarn, chefs de projet CUCS, animateurs structure jeunesse, association de locataires, délégués du préfet) sur la vidéosurveillance (définitions, dispositifs, cadre réglementaire...).

Croix Rouge : intervention auprès des responsables et formateurs de la Croix Rouge de Millau (12).

Présentation du référentiel FLI (Français Langue d'Intégration) et formation des responsables sur les modalités d'agrément FLI ; formation des formateurs (bénévoles) sur les nouvelles modalités pédagogiques à mettre en œuvre dans le cadre du FLI.

CRAISAF (*Comité Rouergat d'Aide à l'Insertion Sociale par l'Apprentissage du Français*) : intervention auprès des professionnels de l'association.

Formation de formateurs sur l'enseignement-apprentissage du FLI (Français Langue d'Intégration) en vue de l'obtention de l'agrément FLI pour le CRAISAF.

CREPA (*Centre de ressources et de positionnement de l'Aude*) : intervention auprès de formateurs en savoirs de base du département.

Formations des formateurs à l'utilisation pédagogique de l'outil pédagogique «Chemins (ap)prendre» visant à faciliter l'apprentissage de la langue et des savoirs de base. Chemins (ap)prendre propose une démarche pour concevoir des séquences pédagogiques en prenant appui sur les situations de travail.

CRFCB (*Centre régional de formation aux carrières de bibliothèques*) : intervention auprès des bibliothécaires. Co animation avec la Chargée de Mission Régionale de l'ANLCI.

Formation à la lutte contre l'illettrisme des futurs professionnels des bibliothèques (« Bibliothèque : un outil de LCI ») ; permettre aux professionnels d'avoir des capacités d'action accrues contre l'illettrisme par une meilleure connaissance du phénomène et des dispositifs existants, une connaissance plus fine des publics concernés. Présentation des différentes modalités d'action possibles pour une bibliothèque.

CIAS : intervention auprès de l'équipe du CIAS de Figeac (46).

Intervenant : **Jean-Luc POUHEYTO**, Anthropologue, Coordonnateur à l'INSTEP Aquitaine, Responsable du Diplôme Universitaire de Formateurs à la Lutte contre l'Illettrisme (Université de Pau et des Pays de l'Adour) Co-organisateur des colloques « Tsiganes », « Nomades » : un malentendu européen (Paris, du 6 au 9 octobre), Pau (24 et 25 novembre) Auteur de *Manouches et mondes de l'écrit*, éd. Karthala, Paris, 2011.

Formation du personnel du CIAS (service civique, bénévoles et étudiants) intervenant sur l'accompagnement social, éducatif et l'apprentissage de la langue auprès d'un public jeune et adulte issu des communautés des Gens du voyage ; leur permettant de développer des compétences et savoirs-être communs pour accompagner les Gens du voyage résidents sur l'aire de Figeac.

Récapitulatif des formations « intra »

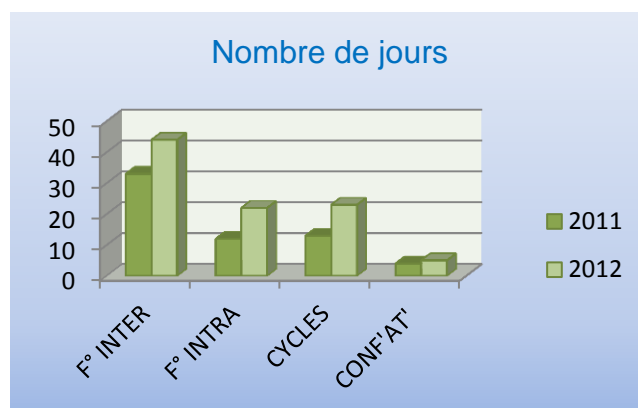
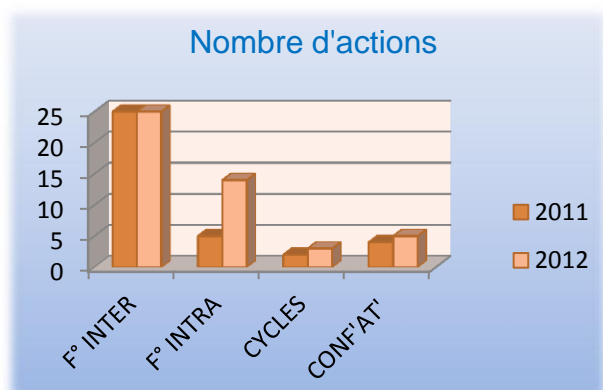
Date	FORMATIONS "INTRA"	Nbre jour	Nombre Hommes	Nombre Femmes	Total	Durée hre F°	Heures stagiaires	
1	03-févr	FD Erasme Tlse	1,5	20	20	40	10	400
2	8 fev	NC APF TLSE F2F	0,5	9	5	14	4	56
3	02-mars	FD Erasme Tlse	0	0	0	0	0	0
4	20-mars	NC ASSO REGAR AUCH F2F	4	1	11	12	28	336
	19-juin							
	11-sept							
	11-déc							
5	22-mars 23-mars	NR FAFTT PARIS Repérage des situations d'illettrisme	2	5	4	9	14	126
6	01-juin	NC AGO TLSE Forum pédagogique	1	7	13	20	4	80
7	21-juin	CL DRJSCS Tlse Sécurité et prévention de la délinquance	0,5	10	5	15	3	45
8	25-sept	BB Ctre Social MONTAUBAN Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités	3	5	6	11	21	231
	08-oct							
	09-oct							
9	01-oct	CL CISPDP Labruguière Vidéosurveillance	0,5	15	10	25	3	75
10	15-oct	NC CX Rouge MILHAU Le référentiel FLI	1	1	10	11	3	33
11	22-oct	NR CRAISAF RODEZ FLI 4	4	2	13	15	28	420
	23-oct							
	22-nov							
	23-nov							
12	29-nov	NR CREPA CARCASSONNE Chemins (ap)prendre	1	2	12	14	7	98
13	06-déc	NR CAHORS Bibliothèque : un outil de LCI	2	0	15	15	14	210
	07-déc							
14	13-déc	JLP CCAS FIGEAC Accompagner les Gens du Voyage	1	4	11	15	7	105
14			22	81	135	216	146	2215

Synthèse globale des actions

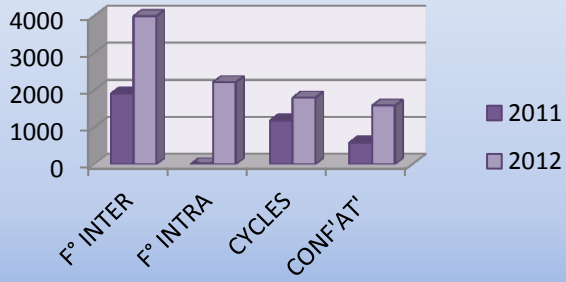
TOTAL ACTIONS 2012		Nbre jour	Nombre Hommes	Nombre Femmes	Total	Durée hre F°	Heures stagiaires
	TOTAL CYCLES DE FORMATIONS	23	11	23	34	161	1799
28	TOTAL FORMATIONS "INTER"	44	48	307	355	304	3996,5
14	TOTAL FORMATIONS "INTRA"	22	81	135	216	146	2215
5	TOTAL CONF'AT'	5	96	355	451	31	1585
47		94	236	820	1056	642	9595,5

Comparatif 2011 / 2012

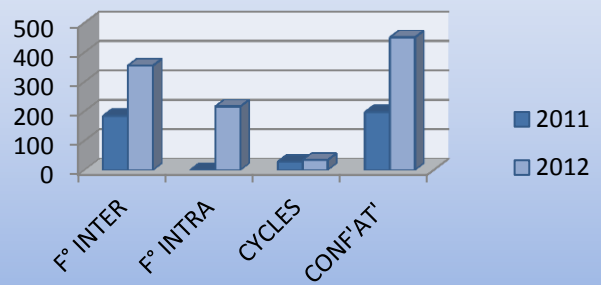
	2011	2012	Progression
Nombre d'actions	34	47	+ 27.66 %
Nombre de jours de formation	57	94	+ 39.36 %
Nombre de personnes formées	477	1056	+ 54.82 %
Nombre d'heures stagiaires	3995	9595	+ 58.36 %



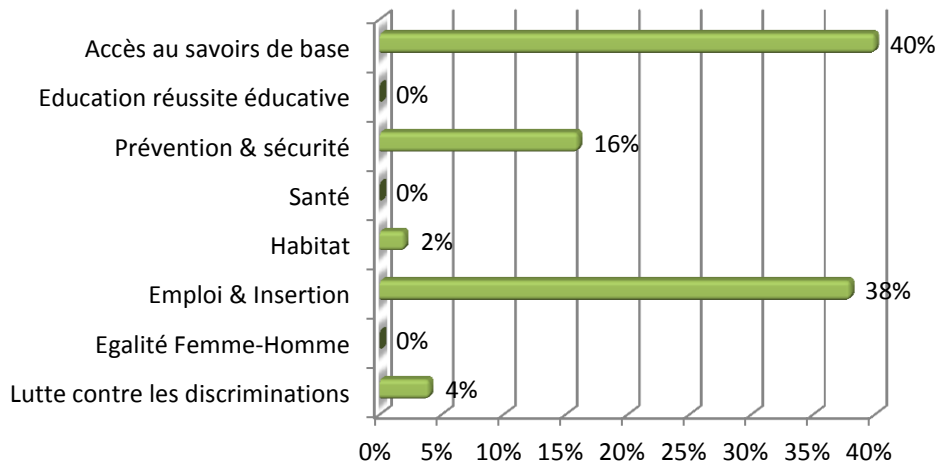
Heures stagiaires



Nombre de participants



Répartition par champs d'expertise R&T



En 2011, 93 % des actions étaient orientées « Accès aux Savoirs de Base »

Bilan qualitatif

2012 a été une année charnière pour le GIP puisque celui-ci arrivait en fin d'existence au 31 décembre. Il a été essentiel de conforter les axes forts qui ont contribué à la reconnaissance du GIP par l'ensemble des acteurs, notamment à leur professionnalisation.

Dans la continuité de 2011, le programme de formation s'est enrichi de nouvelles thématiques issues d'un travail collaboratif entre Ressources & Territoires et les acteurs directs.

L'architecture du programme a donc été modifiée afin de proposer aux acteurs des modalités multiples répondant à leurs attentes et besoins :

- Des sessions courtes de formation – 1 ou 2 jours - sur un sujet d'actualité ou fondamental, sur des outils spécifiques ou encore des méthodologies,
- Des cycles formation - 5 à 10 jours - sur un sujet choisi par les acteurs (recueil des besoins en amont), leur permettant de développer une approche pluridisciplinaire autour d'une thématique et une réflexion collective pour les conforter dans l'exercice de leur fonction,
- Des formations spécifiques sur mesure et à la demande, généralement en intra et hors catalogue,
- Des conférences suivies par des ateliers de travail.

Quatre canaux d'information pour le recueil des actions de formation ou les choix de thématiques :

- Par la fiche d'évaluation, remplie à la fin de chaque journée de formation par les participants. Ils sont nombreux à se saisir de la rubrique « *L'amélioration de notre programme de formation passe également par le recueil de vos besoins. Faites-nous part de vos idées et suggestions pour les actions à venir* » (Exemple de deux formations programmées via la fiche d'évaluation : « L'hétérogénéité dans les formations linguistiques pour adultes migrants en France » et « Les dispositifs de formation linguistique »)
- Par l'animation des réseaux par les chargées de mission de Ressources & Territoires ; par des échanges, par des demandes directes ou par des questionnements, par l'analyse de besoins. (Exemple de deux actions programmées via l'animation des réseaux : « Secret, discrétion et partages d'informations – secret professionnel » et « Risques et dangers liés à Internet »)
- Par le site de Ressources & Territoires – onglet *Programme de formation / « vos idées nous intéressent – exprimer vos besoins en formation »*. Mis en place en fin d'année 2011, ce formulaire n'a été rempli que par une personne en 2012, malgré sa position visible, entre les inscriptions et le programme de formation. Aucune efficacité, donc ; évolution possible : intégration du questionnaire dans le formulaire d'inscription. Ce principe de recueil n'est pas prioritaire ; l'échange et le contact direct permet de mieux comprendre la demande.
- Par l'actualité régionale ou nationale :
Régionale : exemple de deux actions mises en place sur un territoire suite à des événements sociaux et à la demande des acteurs locaux : la conférence « Violences et passages à l'acte délinquant » à Albi ; la formation-intra « Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités » à Montauban
Nationale : suite à la mise en place du label FLI en janvier 2012 par la DAIC (Direction de l'Accueil, de l'Intégration et de la Citoyenneté – Ministère de l'Intérieur), les organismes de formation ont été dans l'obligation de former leurs formateurs à cette nouvelle démarche d'apprentissage du français. Pour mettre en place ces formations, la DAIC a certifié 50 professionnels reconnus sur le territoire national, dont 2 personnes de Ressources & Territoires. Ces experts sont chargés de promouvoir le FLI en région, d'accompagner les

structures à la labellisation ou à l'agrément, et de former les formateurs. Ainsi, 4 sessions ont été animées (3 en inter et 1 en intra) et 46 formateurs formés.

La page Web du programme de formation est actualisée régulièrement par les mises en ligne des « fiches » formation, au fur et à mesure de la programmation.

La diffusion auprès des acteurs s'effectue 2 mois avant le démarrage de l'action et une relance (si besoin) 1 mois avant. Par ce principe de communication, les acteurs reçoivent régulièrement les informations liées à la formation, ce qui permet une présence soutenue et assidue de R&T auprès des acteurs ainsi qu'une certaine réactivité en fonction de l'actualité.

Les catalogues complets (2013 ; 2012 ; 2011) sont également disponibles sur le site (téléchargeables en PDF) ; la version 2013 est actualisée au fur et à mesure de la programmation. Des versions papier sont consultables à l'accueil et au Service Information et Documentation en exemplaires limités.

Le nombre moyen de participants était de 12 personnes au premier semestre 2011 ; il a été **porté à 16 personnes à partir d'octobre 2011 face à une demande d'inscription croissante. En 2012, le nombre moyen de participants est passé à 17 personnes par action avec une augmentation du taux de participation de 9,91 %.**

D'une part, cette augmentation est due à une communication accrue et plus efficace auprès des différents réseaux, ainsi qu'à la cible plus étendue des publics et aux actions élargies à plus de domaines. D'autre part, elle est due à une reconnaissance professionnelle de la part les acteurs.

Comme en 2011, la synthèse des évaluations des actions révèle que plus de 80 % des participants sont très satisfaits ou satisfaits. Les personnes expriment leur insatisfaction ou mécontentement généralement sur le fait que :

- la formation est trop courte (révélant par-là l'intérêt porté à la formation et à la volonté de se professionnaliser),
- les apports de la formation ne sont pas immédiatement transférables en situation professionnelle (cette remarque est inhérente à tout apprentissage – Cf. le temps de maturation),
- les conditions matérielles pourraient être améliorées (salle de formation, matériels mis à disposition, notamment pour les formations demandant un équipement informatique).

Formations « Inter »

Si le nombre d'actions « inter » n'a pas augmenté (25), le nombre de journées de formation a **progressé lui de 25 %**. Les actions ont été construites sur 2 jours en moyenne (pour 1.5 jour en 2011) afin de répondre aux acteurs en demande sur des contenus plus approfondis et des temps d'échanges plus importants. La durée horaire/jour est passée également à 7 h (pour 6h/6h30 en 2011).

Formations « Intra »

Ressources & Territoires est de plus en plus sollicité pour intervenir directement en structure pour former des équipes entières (**14 actions en 2012 pour 5 en 2011**). Ces actions sont animées par les chargées de mission de R&T mais peuvent aussi bénéficier d'un intervenant externe pour renforcer l'expertise.

Cette démarche, initiée en 2012, sera un axe de développement pour 2013 : c'est une volonté du GIP de « délocaliser » les actions en département (que ce soit en « intra » ou en « inter ») pour répondre aux demandes spécifiques des acteurs locaux, afin de les soutenir dans l'animation d'une dynamique locale.

Pour 2013, les thématiques de 2012 seront consolidées ; certaines actions seront reconduites et réajustées au regard des évaluations et demandes des acteurs.
Les thématiques liées aux discriminations, à l'emploi et à l'insertion seront plus particulièrement développées.

Développement de réseaux

Animation de 3 réseaux professionnels

Participation à des réseaux

Animation de 3 réseaux de professionnels

Chefs de projet CUCS

Coordonnateurs Programme Réussite Educative (PRE)

Coordonnateurs CLSPD / CISPD

Contexte

Pour la 2^{ème} année consécutive et suite à un bilan très positif, les acteurs de ces 3 réseaux ont souhaité continuer les échanges de pratiques tels qu'ils avaient été initiés en 2011. Ces échanges participent à l'amélioration des connaissances du contexte économique et social, à l'analyse des problématiques auxquels ils sont soumis au quotidien, à l'échange et à l'analyse de l'information liée à leur profession.

Objectifs

- Echanger différents points de vue, proposer des solutions à certains problèmes posés
- Présenter les outils mis en place et questionner ses confrères sur leurs pratiques
- Fertiliser l'expérience par des processus de partage
- Faire ressortir et capitaliser pour chaque métier les pratiques les plus efficaces en termes de gestion et d'action

Éléments de réalisation

- Echanges d'informations locales et nationales
- Visite du site d'accueil
- Présentation d'actions spécifiques
- Echanges autour d'une thématique décidée au préalable ou échange libre

Fréquence

1 jour/trimestre, soit 4 jours par an pour chaque réseau.

Total : 12 jours sur les 3 réseaux

Quelques nouveaux participants se sont inscrits dans le réseau, notamment des référents du dispositif PRE avec leur coordonnateur.

Calendrier et contenus pour les Chefs de Projets CUCS

Date	Lieu	Contenu
6 avril	Albi	GUP et participation des habitants
6 juillet	Castres	Santé
5 octobre	Carmaux	Prévention de la délinquance
17 décembre	Gaillac	Les clauses sociales

Nombre de participants au total (sur 4 jours) : 23

Calendrier et contenus pour les Coordonnateurs Programme Réussite Éducative (PRE)

Date	Lieu	Contenu
23 mars	Carmaux	Montage, suivi, conduite de projet
5 juillet	Decazeville	Présentation d'un PRE
4 octobre	Aussillon/Mazamet	Financement/cofinancement
13 décembre	Labège - Sicoval	Valorisation d'un PRE

Nombre de participants au total (sur 4 jours) : 39

Calendrier et contenu pour les Coordonnateurs des CISPD / CLSPD

Date	Lieu	Objet de la rencontre
22 mars	Saint-Orens de Gameville	Modalités de collaboration avec les bailleurs
19 juin	Colomiers	Réflexion autour de la création d'un annuaire interne au réseau
11 décembre	Toulouse	Echanges autour des modalités de collaboration avec la Justice

Nombre de participants au total (sur 3 jours) : 45

Evaluation qualitative

- ▶ Des échanges plus opérationnels et formatifs
- ▶ Une dynamique positive
- ▶ Des répercussions auprès des institutions (préfecture, création de postes de référents..)
- ▶ Des relations de confiance qui permettent des échanges plus fréquentes entre eux hors réseau

Alors que la première année était une année de connaissance des participants avec souvent plus de réserve entre eux, la deuxième année a évolué vers plus de confiance et par conséquent plus d'échanges, plus d'interpellations, de recul et d'analyse sur leurs propres pratiques. De surcroît, a été exprimé le fait que la constitution du réseau a donné « corps » au métier de coordonnateur et leur a donné « une force » au sein de leur équipe en interne et surtout au sein de leur collectivité.

Pour 2013 les journées de regroupement des réseaux seront reconduites sur le même format avec le souhait de développer les échanges autour des pratiques innovantes, les stratégies et les postures professionnelles.

Préfiguration d'un réseau des facilitateurs des clauses sociales en Midi-Pyrénées

Contexte

Dans le cadre de sa mission de professionnalisation des acteurs de la cohésion sociale en Midi-Pyrénées, R&T organise des conférences et a invité notamment M. Loquet* le 26 juin 2012 au sujet des clauses sociales.

Lors des échanges, les facilitateurs des clauses sociales ont exprimé le besoin d'un espace de parole, mais aussi de connaître ce qui se fait sur d'autres territoires et d'échanger sur les pratiques. La nécessité d'avoir des approches transversales et une réflexion collective face à la complexité des situations a été fortement revendiquée.

Autrement dit, il a été exprimé le souhait de rencontres plus fréquentes des acteurs de terrain en Midi-Pyrénées.

M. Loquet a soumis l'idée qu'une animation de ces rencontres puisse se faire par le centre de ressources R&T, validant la place - légitime - d'un centre de ressources régional de la politique de la Ville, initiative déjà prise par le centre de ressources Politique de la Ville du Val d'Oise.

** **Patrick LOQUET** est maître de conférences à l'Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis / Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion. Il est également consultant-formateur auprès des collectivités locales ou établissements publics pour la mise en œuvre des clauses sociales dans leurs marchés.*

Objectifs

Ainsi, et pour répondre à cette demande, R&T a engagé la démarche suivante :

- Vérifier auprès des facilitateurs leur demande (par phoning) et mieux les connaître en région
- Compléter le listing des facilitateurs en région
- Proposer une rencontre aux alentours de mi-novembre avec un groupe restreint de facilitateurs afin de recueillir leurs attentes et leurs besoins et définir avec eux des orientations qu'ils souhaitent donner à leurs échanges

Elément de réalisation

1^{ère} rencontre : mi-novembre à R&T avec 4 chargés de missions de la clause sociale.

Evaluation qualitative

Cette démarche s'inscrit en complémentarité de travail avérée avec le réseau national d'Alliances Vie Emploi (AVE) qui fédère les réseaux PLIE et MDE (Maison de l'emploi) et travaille plus spécifiquement avec les structures MCEF.

Il ressort de cette première réunion 2 types d'attentes / objectifs pour la mise en place d'un réseau en Midi-Pyrénées de tous les facilitateurs de la clause sociale :

- Un objectif d'échanges d'information et de pratiques: thématiques à construire (cf. les sujets abordés), outils/méthodologies, formation spécifique (AVE et/ou le CNFPT propose des formations complètes), posture professionnelle.
- Un objectif plus « politique » : favoriser le développement des référents départementaux pour toutes les communes et tous les donneurs d'ordre (Un référent d'une collectivité territoriale pourrait devenir le référent de tous les projets - Etat, Collectivités - par le biais de conventions entre les partenaires).

Participation à des réseaux

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

L'objectif de ce réseau est de contribuer à une mise en cohérence, une cohésion et une capacité d'anticipation sur la fonction ressources au sein de la politique de la ville. Un regroupement est organisé en moyenne tous les deux mois, sous forme de séminaire de deux jours.

Les différentes rencontres permettent de :

- › nourrir une réflexion stratégique sur la politique de la ville
- › débattre de l'actualité directement avec le SGCIV
- › partager une culture commune des missions, rôle et pratiques des CRPV
- › favoriser la diffusion d'une vision commune au sein des CRPV

R&T a participé à deux rencontres et en a organisé et animé une troisième à Toulouse (2 et 3 avril).

Rencontres entre l'INSEE et les acteurs des territoires

Contexte

Une première convention a été signée en 2011 entre la DRJSCS, le SGAR Midi-Pyrénées, l'INSEE et R&T pour l'élaboration et la publication d'un « 6 pages » sur les données régionales concernant les ZUS de Midi-Pyrénées au regard des derniers chiffres recensés par l'INSEE en 2009.

Ressources & Territoires a organisé ainsi deux rencontres entre l'INSEE et les acteurs de la politique de la ville dans le Tarn en 2011. Tous les acteurs de la politique de la ville ont été invités : état, commune, associations et organismes participant au Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Objectifs

Ces rencontres ont eu pour objectif d'informer les acteurs sur les données quantitatives et qualitatives observées par l'INSEE sur leur territoire, ceci dans une perspective d'appropriation des outils de l'INSEE et de sensibilisation à la création d'outils d'observation adaptés pour suivre l'évolution de leur territoire.

En 2012, une autre convention a été signée entre les mêmes partenaires pour l'élaboration et la publication d'un « 6 pages » sur les données régionales concernant les CUCS de Midi-Pyrénées au regard des derniers chiffres recensés par l'INSEE en 2009 et deux autres rencontres en départements se sont déroulées. En 2013, sont prévues des rencontres dans le Lot et le Tarn-et-Garonne.

Éléments de réalisation

Deux rencontres départementales ont eu lieu les 19 janvier sur l'agglomération de Castres Mazamet avec les techniciens de Gaillac (81) et le 22 novembre à Tarbes (65).

Soit 32 participants

Participation à l'élaboration du « 6 pages - La politique de la ville en Midi-Pyrénées : 57 quartiers prioritaires sont passés au crible »

Evaluation qualitative

- › Des apports de connaissances du site web, des outils et des indicateurs de l'INSEE
- › Une mise au point sur les données locales
- › L'intérêt d'un suivi / satisfaction générale des participants
- › La collaboration avec les services techniques de l'INSEE

PREFAS - Plateforme de recherche en travail social

Contexte

La DGAS a impulsé en 2004 dans chaque région la mise en place de Pôles de Recherche, d'Etude et de Formation en Action Sociale (PREFAS) dont l'objectif est de valoriser la recherche dans le travail social et articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens. Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux, ainsi que le CREA, l'Université de Toulouse Le Mirail et R&T.

Les grandes missions de la plateforme sont les suivantes :

- Identification et localisation des productions et des acteurs
- Soutien et collaboration à la recherche
- Soutien à la valorisation et à la diffusion des savoirs
- Coordination des centres ressources documentaires
- Études régionales
- Veille sur les qualifications sociales

Objectif de R&T

Apporter une expertise aux professionnels du secteur social. Favoriser un « décentrage » et une lecture plus globale des problématiques.

Élément de réalisation

Participation aux instances de pilotage et de coordination : COPIL, Groupe Technique et Scientifique.

Animation du groupe des documentalistes. La coordination réalisée permet des échanges d'outils et de systèmes documentaires. Le groupe s'est donné un outil de communication rapide d'information. Des réflexions sur la nécessité de la veille documentaire sont en cours. Le groupe a été chargé de la mise en forme d'un outil de veille et de communication des chercheurs et des recherches sous forme d'un fichier annuaire électronique.

R&T a participé à 6 rencontres avec les acteurs de la plateforme dans le cadre du groupe technique scientifique (GTS) et 3 comités de pilotage.

Contexte

Les plateformes d'observation sociale, impulsées en 2006 par la circulaire DREES/DGAS/MAREL/2006/317, émanent d'un constat : les données d'observation sont abondantes mais dispersées, parfois peu connues et peu partagées.

Il en résulte une difficulté récurrente pour tous les organismes en charge de politiques sociales, de construire ou d'accéder à l'information utile, récente, et aux études disponibles sur le domaine ou le territoire qui le concerne.

Il existe de fait un déficit d'articulation, de cohérence et d'interprétation entre les observations réalisées, ce qui peut entraîner des prises de décisions de politique publique insuffisamment ajustées et difficilement évaluables.

Partenaires concernés :

- les services de l'Etat et ses établissements publics
- les collectivités territoriales
- les organismes de protection sociale
- le secteur associatif, coopératif, mutualiste
- les observatoires, les centres d'études et de recherche, l'Université

Objectifs

La plateforme d'observation sociale est un outil d'aide au pilotage des politiques de solidarité et de maintien de la cohésion sociale menées en Midi-Pyrénées. L'objectif principal de la plateforme qui est de produire une connaissance partagée et utile aux acteurs locaux peut être décliné en quatre points :

- recenser, mettre à disposition et valoriser les travaux existants
- mutualiser, décloisonner, impulser la réalisation d'études ou de travaux en commun
- repérer et analyser les besoins en matière d'observation, d'études, identifier les priorités d'action
- réunir les partenaires, échanger sur les bonnes pratiques, partager et contribuer à animer le débat public

Modalités d'intervention

R&T a participé à 4 rencontres en 2012 dont 1 comité de pilotage.

Capitalisation & Diffusion

Le Fonds documentaire

La fonction Accueil

La fonction Information - Communication

Les Productions

L'axe « mutualisation »

Les Dossiers Ressources Dynamiques

Le fonds documentaire

Le fonds correspond aux champs de compétences et d'expertise de R&T et comprend des ouvrages de référence sur l'ensemble des politiques publiques, les acteurs et les dispositifs, les publics et les territoires : ouvrages didactiques et pédagogiques contribuent à la professionnalisation des acteurs-trices, des guides méthodologiques s'adressent aux professionnels de la cohésion sociale, et des productions réalisées par R&T (études, recherches, fiches d'expériences, synthèses, Conf'At).

Actualisation du fonds en 2012 : les ressources « physiques »

Les achats documentaires : 148 nouveaux documents ont enrichi le fonds en 2012, hors maquettes pédagogiques et hors documents acquis gratuitement. Une commande spéciale en fin d'année a permis de renouveler les entrées : «Insertion sociale et professionnelle» en lien avec le thème de l'IAE -Insertion par l'Activité Économique- et ceux de la cohésion sociale.

Côté référencement de la ressource numérique dans la base documentaire : en 2012, 1913 notices avec des liens hypertextes pointent sur la ressource en ligne, hors références de documents «physiquement » empruntables qui possèdent par ailleurs une existence sur la toile (sur Internet).

Les abonnements : 12 abonnements ont été souscrits en 2012 et restent disponibles au numéro pour une consultation sur place et/ou un emprunt.

Actualité de la formation

1. Inffo formation (ex-inffo flash - Centre Inffo)

Éducation / ingénierie pédagogique

2. Les Cahiers pédagogiques
3. Diversité ville école intégration
4. Éducation permanente

Interculturel

5. Écart d'identité
6. Savoirs et formation (fédération AEFTI)

Veille/information

7. Net ressources

Alphabétisation

8. Journal de l'alpha

Développement local/société/ville

9. Urbanisme

Sécurité

10. Les cahiers de la sécurité intérieure - nouvelle série

Local

11. La sept (TO 7)
12. Friture

Délocalisation des ressources : les malles pédagogiques

Ces malles s'adressent prioritairement aux professionnels de la formation, de l'insertion, de l'accompagnement : formateurs, mais aussi aux conseillers, animateurs, ... Elles visent à pallier l'éloignement géographique du centre de ressources. Vingt-quatre références sont proposées à l'emprunt dans les départements. Elles constituent une aide précieuse à la construction/animation de séquences pédagogiques.














Le contenu des malles

Elles compilent supports pédagogiques, méthodes, démarches et références théoriques rassemblés dans 2 valises à roulettes distinctes pour en faciliter le transport.

8 thèmes enrichis : l'éducabilité, la dynamique de groupe, la lecture-écriture -le jeu-, l'orientation professionnelle, l'interculturalité, le FLE/FLI, la problématique de l'illettrisme, l'apprendre à opérer/calculer...

Les relais dans les départements de Midi-Pyrénées

Les relais sont des structures-partenaires qui facilitent l'accès à la documentation mise à disposition dans les sites et assurent la gestion de l'emprunt des ressources du fonds documentaire et des malles.

Les relais des malles pédagogiques en Midi-Pyrénées				
Ville	Structure	Service	Personne ressources	Téléphone
Foix	FDFR 09 - Fédération Départementale des Foyers Ruraux de l'Ariège		Véronique RIEFFEL	05 62 01 56 74
Rodez	Mission Locale à la MCEF	 	Sandrine BERNAD	05 65 73 85 85
Saint-Gaudens	Médiathèque départementale 31	 	Ann MANTOVANI	05 62 00 90 30
Auch	Association IMAJ' 32		Corynn THYMEUR	05 62 60 21 21
Cahors	Centre Social Sainte-Valérie 46	 	Sébastien DESCLOUX	05 65 53 90 52
Tarbes	Mission Locale Antenne Nord 65	 	Josiane LABAT	05 62 56 34 34
Albi	GRETA du Tarn	 	Virginie SEGHETTO	05 63 48 13 70
Montauban	Service Politique de la Ville du Grand Montauban ; Malles disponibles à la Maison des Associations		Catherine DAVID et/ou Patrick DESCHESNES	05 63 22 19 90

Légende



Fonds documentaire constitué des malles 1, 2 et 3.



Les 2 dernières malles 4 et 5.

Pour consulter et/ou emprunter les malles, les professionnels intéressés doivent se mettre en rapport avec la personne identifiée dans le relai du département souhaité.

Toutes les malles ont été empruntées dans chaque site relai, sauf pour le Tarn, en raison d'un déménagement temporaire de la structure relai et du départ de la personne-ressource.

Structures empruntant régulièrement des malles en département : SISPA APAJH (Foix 09), Ariège Alpha (Foix -09), Stratégie (Decazeville -12), Association des amis de Montaigut (Gissac-12), Greta du Rouergue (Rodez-12) Centre Social Azimut (Saint Gaudens - 31), Natif, Regar et INSTEP pour Auch (32), Médiathèque à Samatan (32), Amiss, AFTRAM à la Maison des associations (Montauban-82), ART CO LANG (Castelnau d'Estrefonds -82), AFORMAC (Montauban -82).

La fonction Accueil – Accompagnement / Conseil

L'espace documentaire R&T est un lieu d'accueil pour tout public. En 2012, un aménagement de l'espace a été conçu pour faciliter le travail individuel et de groupe. Deux postes informatiques permettent la consultation de didacticiels disponibles au prêt et l'accès à la base de ressources [COSOTer](#).

Des permanences sont effectuées du mardi au vendredi tout au long de l'année, par la chargée d'information et de documentation. Cet espace largement ouvert profite, de fait, aux stagiaires de la Fonction Publique Territoriale.

Horaires d'accueil

- du mardi au jeudi : 9h-13h / 14h-17h
- vendredi : 9h-13h/ 14h-16h.

Fermeture les lundis.

En 2012, plus de 360 visites ont été enregistrées pour une centaine de « nouveaux visiteurs ».

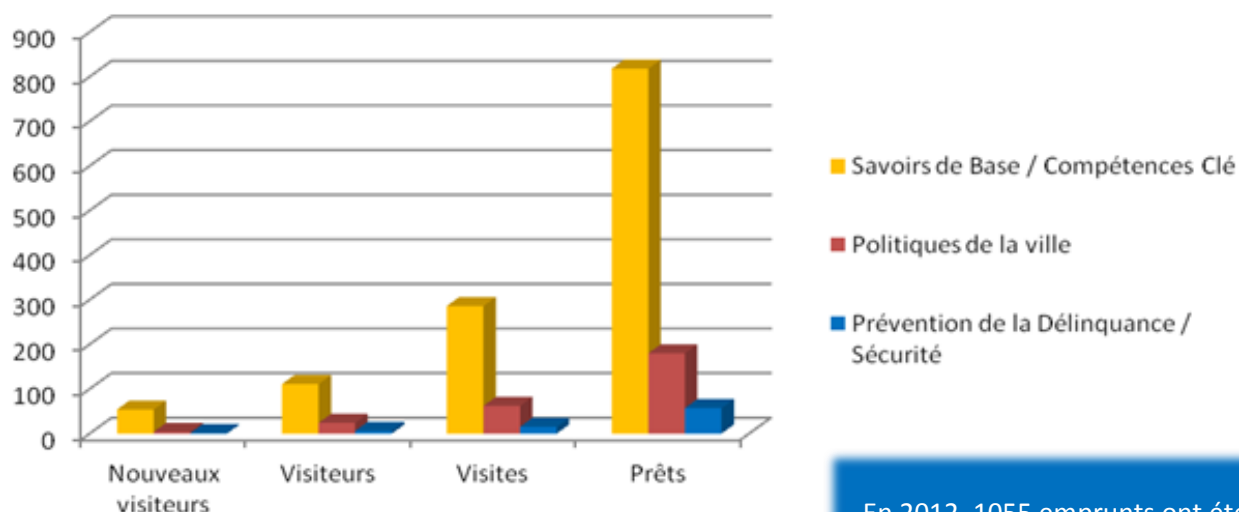
140 usagers et 3 groupes accueillis

65 personnes ont été conseillées individuellement

Tout premier accueil s'effectue, en principe, sur rendez-vous. Il requiert généralement une vingtaine de minutes par personne et une demi-heure ou trois quart d'heure par groupe : présentation de la structure, du programme de formation, du Service d'information et de documentation, des ressources, réponses aux questions.

Ce premier accueil engendre la plupart du temps d'autres rendez-vous qui prennent alors la forme d'entretiens, d'accompagnement-conseil sur les ressources menés conjointement par l'ensemble de l'équipe : chargée InfoDoc, chargée de formation, chargées de mission et responsables.

Fréquentation / Prêts



En 2012, 1055 emprunts ont été effectués au centre de ressources régional.

Nota bene : Ne sont pas comptabilisées dans ce tableau, les statistiques d'accueil/renseignements qui concernent les agents du CNFPT, bien que ce type d'accueil soit fréquent, en raison de la mutualisation de l'espace documentaire commun au CNFPT et à R&T.

Évolution des données 2010-2011-2012

ÉVOLUTION 2010-2011-2012	Fréquentation de l'espace documentaire 1 ^{ers} accueils	Fréquentation Nombre de visites	Nombre de Prêts
TOTAL 2010	237	426	782
TOTAL 2011	206	410	977
TOTAL 2012	140	363	1055

La fonction Information / Communication

La veille

La veille est une démarche de surveillance de l'information rendue efficace par la mise en place d'une méthodologie de travail collaborative. Elle répond à des besoins réels ou supposés en information des acteurs. Elle peut constituer une aide au processus de décision.

En tant qu'activité de fond, elle permet le repérage et la diffusion de ressources et de connaissances pertinentes pour éclairer et alimenter les professionnels ; elle participe, de ce fait, à leur qualification.

Effectuée en continu sur l'ensemble des champs de compétence de R&T, la veille alimente des outils de diffusion de l'information – site, blog, S-Q/R - et donne lieu à des productions, tels les dossiers du participant ou les dossiers thématiques.

Le Service Question/Réponse

C'est un outil de liaison gratuit qui permet aux acteurs de solliciter R&T par courriel ou téléphone sur les sujets qui les préoccupent. Généralement, il fournit des réponses personnalisées par l'ensemble des membres de l'équipe : recherche d'informations, de personnes ressources, mise en relation professionnelle, ... C'est un service actif et réactif.

Ces deux dernières années montrent une augmentation des demandes et des réponses par téléphone. Les appels faisant l'objet de réponses plus élaborées et transmises par écrit alimentent la fonction accompagnement/conseil.

En 2012, on comptabilise une vingtaine de réponses écrites et plus d'une centaine de réponses orales.

La DSI, Diffusion Sélective de l'Information, ou service de veille et d'alerte « personnalisée »

Tout acteur venant souscrire au Service InfoDoc bénéficie de l'accès au fonds documentaire - consultation/prêt - et de l'accès en ligne à la base « ressources » COSOTer -. Dès lors, il choisit de s'abonner à 2 à 3 thématiques pré-définies par le service qui l'intéressent particulièrement ; il bénéficie alors d'un envoi régulier d'information(s) ciblée(s) qu'il reçoit par courriel - *information documentaire, brèves, synthèse, veille juridique* -.

Ce système d'alerte sélective est fonction de l'actualité, du programme de formation et de l'acquisition des ressources. Il s'adresse à une centaine d'acteurs « privilégiés ». Sa périodicité est en moyenne bi-mensuelle.

Le blog VIP (Veille Information Professionnelle) : Actualité des Territoires

En novembre 2010, le Service Information-Documentation a créé un blog d'actualités public disponible depuis le site de R&T en page « [accueil](#) » :

Actu des Territoires

<http://veilleinfoprofessionnelle.blogspot.fr/>



En 2012, le nombre d'abonnés par courriel au blog s'élève à 78 personnes contre 41 en 2011 et ce, hors abonnement par flux RSS.

34 personnes ont effectué une démarche d'alerte par courriel.

En 2012, 85 brèves ont été publiées.

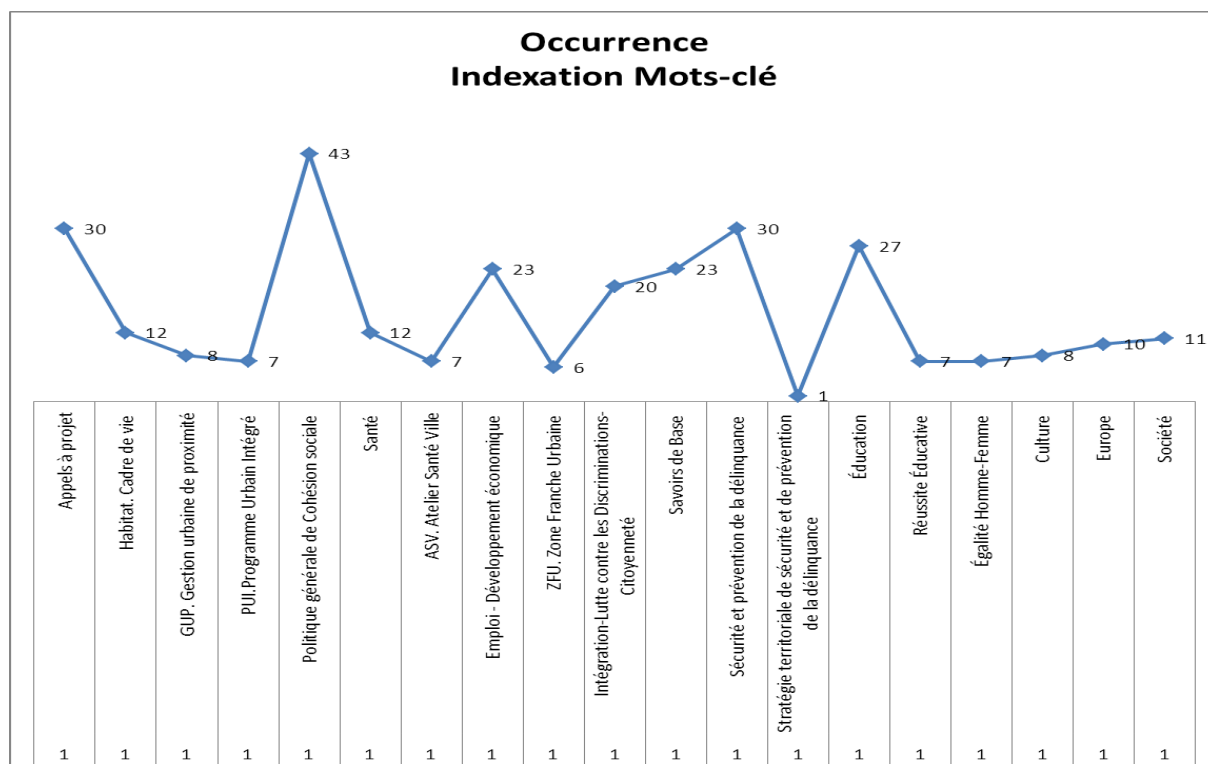
Plus de 26 000 pages vues depuis sa création

Organisé en grandes thématiques et par territoires, cet outil de communication et de diffusion de l'information permet de capitaliser les flux d'informations pertinents et joue un rôle de relai de « l'information régionale » envoyée par nos partenaires.

Il favorise l'autonomie des acteurs dans leur rapport à la veille de l'information.

Les usagers, dans leur majorité, s'abonnent aux actualités nationales, régionales et locales diffusées par le service au moyen de l'alerte par courriel, tandis que d'autres préfèrent la gestion par flux RSS ou fil d'actualité.

Hors appel d'offres (30), les thématiques les plus traitées sont par ordre décroissant : la politique générale de cohésion sociale, l'éducation, la sécurité et prévention de la délinquance, l'emploi-développement économique, l'accès aux savoirs de base, l'intégration-lutte contre les discriminations-citoyenneté, la santé, la rénovation urbaine.



Le Site Internet : www.ressources-territoires.com

Le site internet a connu de profondes restructurations depuis sa création en 2002.

Il s'est enrichi, au fur et à mesure des années, d'entrées nouvelles : accès au programme de formation transversal, formulaire d'inscription en ligne aux formations, rubrique d'offres d'emploi, productions, dossier ressources, ...

A ce jour, il se compose en page accueil de plusieurs rubriques :

- accéder à l'espace documentaire
- liens utiles
- actualité/agenda, actu des territoires
- programme de formation
- productions, fiches expériences
- dossiers ressources
- offres d'emploi
- mieux nous connaître
- nous contacter
- politique de la ville
- accès aux savoirs de base
- prévention de la délinquance et sécurité

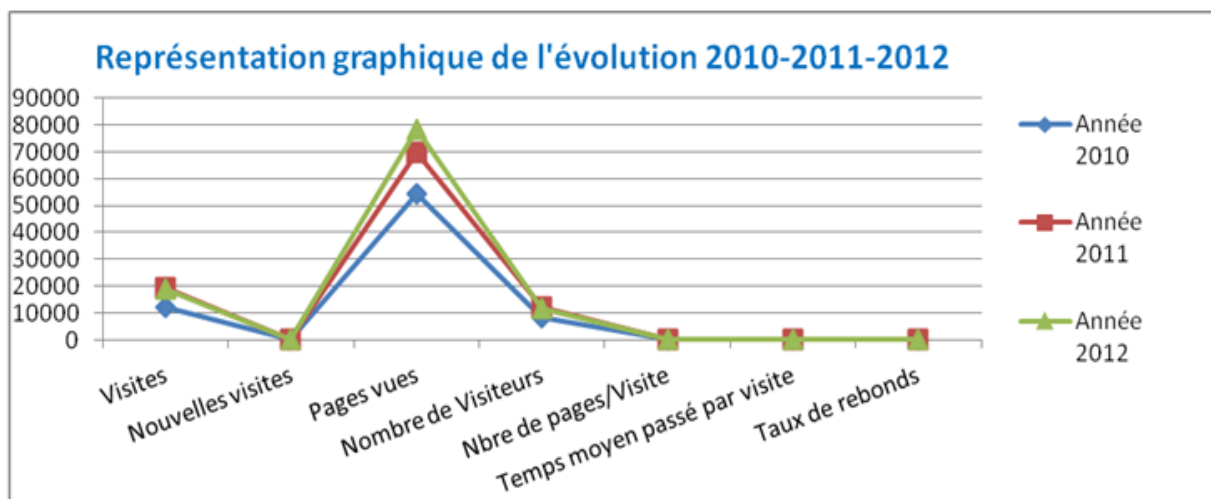
Pour chacune de ces entrées, de nouvelles sous-rubriques apparaissent, telles que le champ, les missions, les actions, une cartographie des acteurs, des espaces « forum ».

La finalité du site reste l'accessibilité rapide à l'information et la valorisation des actions R&T : manifestations, formations et productions associées. L'année 2012 s'est consacrée à la refonte de la base « acteurs », dont une partie devrait pouvoir être extraite sous forme de cartographie sur le site web. La finalisation de la base et du cahier des charges associé est en cours.

Statistiques de fréquentation du site R&T - Tableau synthétique et comparatif

Statistiques Site Web	Année 2010	Année 2011	Année 2012	Évolution % 2010-2011	Évolution % 2011-2012
Visites	12 258	19 224	19 004	+ 56,8 %	-1 %
Nouvelles visites	65,31	61,95	60,11	- 5,14 %	-0,03 %
Pages vues	54 403	69 509	78 265	+ 27,76%	+ 12, 6 %

Statistiques Site Web	Année 2010	Année 2011	Année 2012	Évolution % 2010-2011	Évolution % 2011-2012
Nombre de Visiteurs	8 110	12 234	11 805	+ 50,8 %	-3,50 %
Nbre de pages/Visite	4,44	3,62	4,12	-18,4%	+1,14%
Temps moyen passé par visite	03:17	02:55	03:38	-20 %	+ 32,5%
Taux de rebonds	49,48	50,46	45,29	+ 1,98 %	-10,24 %



Les Productions

R&T publie plusieurs types de documents :

- › les Conf'At
- › les outils pédagogiques
- › les fichExpériences,
- › les dossiers du participant
- › les actes de conférences
- › les synthèses documentaires
- › les fiches de synthèses

Les Conf'At

Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes (écrits par les conférenciers ou co-écrits Conférenciers/R&T) publiés dans la brochure « Cycle Apprendre » et mis en ligne sur le site Internet R&T. C'est une volonté de R&T de rendre visible tous les contenus de ces conférences, mais aussi une réponse apportée aux acteurs qui souhaitent approfondir les sujets abordés.

Les intervenants sont tous des experts reconnus dans leur champ de compétences. Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participants (nombre restreint à 16 personnes) de questionner le conférencier sur la thématique et surtout de faire le lien avec les problématiques de leur territoire. Exemple de la conférence sur les gens du voyage qui a apporté un éclairage certain à une élue sur la manière d' « aborder » cette population, de la comprendre et peut-être de mettre en place des actions pertinentes sur sa commune.



Accompagner les publics en difficulté d'insertion : quels modèles pour quelles pratiques ?

Conf'At n°1, avec l'intervention de Valérie CAPDEVIELLE.

Compte-rendu de la conférence du 15 novembre 2011

L'accès à la formation via la construction d'un projet semble aujourd'hui ne plus constituer une réponse suffisante.

«L'insertion n'insère pas» entend-on partout. Qu'en est-il véritablement ? S'agit-il d'une rumeur ? D'une réalité ? Tous les publics sont-ils concernés ? Quels seraient les publics les plus vulnérables ? Quels autres leviers d'intervention pourraient être envisagés pour les accompagner ?

L'intervention proposée vise à interroger les changements (...) sur les modes de prise en charge des publics en difficulté d'insertion actuellement en vigueur. Il s'agira plus précisément de montrer comment les modèles théoriques de référence et les méthodes traditionnelles des professionnels de l'insertion apparaissent de plus en plus souvent inadéquats.

Gens du voyage, tsiganes, manouches, roms, gitans : des variations terminologiques lourdes de conséquences.

Conf'At n°2, avec l'intervention de Jean-Luc POUEYTO.

Les Tsiganes : citoyens à part ?

Depuis le début du XXème siècle, l'État français a produit un certain nombre de lois portant tout d'abord sur les « Nomades » puis sur les « Gens du voyage », créant ainsi des catégories administratives relatives à des modes d'habitat. Ce système de classifications a été accompagné de mesures qui ont pour conséquences l'établissement de droit, d'un statut de citoyens français de seconde zone, intégrés comme tels par l'État français durant la guerre et toujours soumis à un système intensif de contrôles peu conformes aux principes de la République Française.



« Violences et passages à l'acte délinquant : comment agir sur les territoires ? »

Amalgamant les délinquances les plus bénignes et les plus graves, Laurent MUCCHIELLI estime que de prétendus « experts » réactivent la vieille peur du complot de « l'ennemi intérieur ».

Il s'efforce d'abord d'expliciter les enjeux de ce débat, de décortiquer les discours et d'en montrer, selon lui, tous les artifices.

Mais l'auteur ne se contente pas de critiquer les idées reçues.

A travers une synthèse de très nombreux travaux, il propose une autre vision globale de l'évolution de la question de la violence dans la société française, vision qui fait appel notamment à l'analyse de nos modes de vie, de nos rapports aux normes et aux lois, de nos façons de peupler le territoire, à l'anonymat et à l'individualisme croissants dans les relations sociales, à l'emprise de la société de consommation et au processus de ghettoisation qui frappe certains territoires où se concentrent l'échec scolaire et le chômage des jeunes.



Les outils pédagogiques

Ressources & Territoires a conduit un projet d'ingénierie pédagogique à destination des organismes de formation accueillant des publics de premier niveau de qualification et relevant des actions linguistiques et/ou du dispositif compétences clés.

Ce projet intitulé : Chemins (ap)prendre est une co-construction réalisée avec des professionnels du secteur de la formation et de l'insertion par l'activité économique. L'objectif est de proposer une démarche pour concevoir des séquences pédagogiques à l'usage des formateurs-trices.

Ce document est constitué de 4 parties. Il est accompagné de trois films. Ces trois films ont été réalisés par « La Trame », association de production Toulousaine. Ils présentent 3 postes de travail et leur environnement.

Les témoignages des salarié-e-s et des encadrant-e-s permettent de mieux appréhender les exigences professionnelles et les compétences clés à mobiliser.

Par ailleurs, deux exemplaires (ouvrages et CDs) peuvent être empruntés au Service InfoDoc sur demande : infodoc@ressources-territoires.com/ Tél. : 05 62 11 38 35

Ce document est organisé en quatre parties :

- La première partie présente les différentes étapes et outils nécessaires pour conduire une analyse de poste de travail, déterminer les compétences clés en œuvre et élaborer des séquences pédagogiques contextualisées.
- La deuxième partie présente 10 analyses de postes de travail accompagnées des scénarios pédagogiques y afférant.



Ces analyses ont été conduites en collaboration avec 2 entreprises, AVIE, association intermédiaire implantée à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), et Le Hérisson, entreprise et chantier d'insertion situés à Mazères (Ariège).

Tous les postes de travail sont des postes occupés par des salarié-e-s de premier niveau de qualification. Parmi ces salarié-e-s une majorité est concernée par l'apprentissage de la langue française.

- La troisième partie est constituée d'une sélection de ressources qui viennent étayer et compléter les séquences proposées.

Ces ressources sont disponibles à Ressources & Territoires ou consultables directement sur le site internet de R&T : www.ressources-territoires.com

- Enfin la quatrième partie présente un glossaire qui reprend les concepts principaux développés dans ce livret.

Les fichexpériences

Ces fiches constituent le volet « capitalisation » ; leur objectif est de porter à la connaissance des acteurs, des expériences innovantes qui peuvent être généralisées. En 2012, une fiche a été produite.

TerSol Del Poux : insérer durablement

Fichexpérience, R&T, juillet 2012, n°4, 4 p.

TerSol Del Poux est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC - SARL) et entreprise d'insertion spécialisée dans la production de légumes en maraîchage bio. Implantée sur des territoires en pleine reconversion économique, les bassins de vie du Carmausin et de l'Albigeois notamment, la SCIC cherche à s'y inscrire comme acteur économique porteur de valeurs sociales et de développement durable. L'activité est implantée à Cagnac-les-Mines. Elle s'inscrit dans un projet de territoire plus large qui souhaite tirer profit d'un environnement longtemps miné par le déclin de l'activité de charbonnage.



Les dossiers du participant

Approche globale de la Santé et Territoires.

IREPS/R&T. Journées régionales d'échanges, Montauban, vendredi 13 janvier 2012 et Toulouse, lundi 6 février 2012. 40 p.

Synthèse : actes de Conférence

Approche globale de la Santé et Territoires.

IREPS/R&T. Journées régionales d'échanges, Montauban, vendredi 13 janvier 2012 et Toulouse, lundi 6 février 2012. 56 p.

Synthèses documentaires

La Santé communautaire : synthèse documentaire.

Céline SMITH ; Ressources & Territoires, 2012, 30 p.

FLI – Français Langue d'Intégration, Fiche de synthèse

R&T, Mai 2012, 4 p.

http://www.ressources-territoires.com/documents/fli/Fiche_synthese_FLi.pdf

Mutualisation des activités documentaires dans le cadre du réseau national des centres de ressources

La gestion documentaire

Les trois fonctions inhérentes au Service InfoDoc (Gestion documentaire, Accueil / Accompagnement / Conseil, Veille / Information) s'accompagnent d'actions transversales, telle que la coopération avec d'autres centres de ressources, menée à la fois au niveau régional (UTM, IEP, École d'architecture, COFRIMI, ...) et au niveau national (Réseau des centres de Ressources Politique de la Ville et Centre Ressources Illettrisme).

Des actions de mutualisation des activités documentaires ont été lancées au sein du réseau national des centres de ressources Politique de la Ville. Quatre chantiers ont été menés de front : le chantier «Thésaurus», le chantier «outils collaboratifs», le chantier «veille thématique et veille territoriale », le chantier bases de données.

Une base Ressources mutualisée sur la COhésion SOciale Territoriale, COSOTer.

Le chantier « mutualisation des bases de données documentaires », à l'image du réseau RECI, (*Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration*), a donné naissance, pour le Grand Sud à COSOTer, la base de ressources sur la Cohésion Sociale Territoriale.

- ▶ 5 centres de ressources en réseau
- ▶ 10 000 références

A l'origine, trois centres de ressources régionaux (des régions : Aquitaine, Centre Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées) se sont rapprochés pour constituer une seule et même base de données documentaire. Cette initiative est d'autant plus importante qu'il n'existe pas à proprement parler de bases de données documentaires «locales» - entendons, «régionales : une base par région » - sur la Cohésion Sociale.

La finalité de cette base poursuit deux objectifs distincts mais complémentaires :

- ▶ servir la gestion documentaire et assurer le fonctionnement du service – gestion des prêts, des commandes, ...,
- ▶ constituer une «base de ressources thématique» pour les acteurs.

Si les effets de cette mutualisation s'avèrent globalement positifs – base enrichie pour les acteurs / gain en temps d'indexation et en coût pour les centres de ressources –, il s'agit aujourd'hui d'inscrire le produit COSOTer dans un projet plus vaste de collaboration inter-centres. Ce chantier vise une meilleure coopération tant dans la définition du projet (objectifs partagés) que dans l'action/production (manifestations inter-régionales, échanges d'intervenants, dossiers co-réalisés, ...).

Le Club de Veille

Pour améliorer la gestion de l'information, une dizaine de centres de ressources du réseau national des CRPV est entrée dans une démarche élargie de veille collaborative.

L'objectif commun est, à court terme, de dégager du temps pour l'analyse et la qualification de l'information traitée... et de partager le fruit de cette plus-value avec les acteurs des territoires.

Genèse du projet

Pour mener à bien la mission de gestion de l'information, une démarche élargie de veille partagée avec des membres du réseau national des centres de ressources Politique de la ville (RNCRPV) a été soumise à l'ensemble du réseau début 2010.

Une première expérimentation a été faite avec les membres du projet COSOTer sur la veille documentaire (CRPV PACA, Pays et Quartiers d'Aquitaine, Ressources & Territoires, Villes au Carré). Cette démarche de veille partagée a commencé par la mutualisation des sources d'informations, réparties entre les différentes personnes du groupe.

Une seconde expérimentation a été proposée à l'ensemble des centres de ressources visant la mutualisation de la veille informative. Chaque centre de ressources politique de la ville réalise une veille, plus ou moins approfondie, afin d'alimenter sa réflexion interne et de nourrir ainsi les actions menées et d'informer ses acteurs. Les modes de diffusion d'information diffèrent selon les centres (lettre d'information papier, lettre électronique, site internet, blog, alerte mail...). Chaque mode implique une temporalité différente et un investissement plus ou moins important dans le traitement de l'information recueillie. Ces choix relèvent de la stratégie de chaque centre de ressources et la démarche proposée ne vise donc pas à réinterroger ces choix mais à permettre d'économiser du temps dans le repérage afin de mieux l'investir dans le traitement.

Ainsi, partant du principe que plus il y a de personnes qui veillent, moins le temps consacré par chacun pour veiller est important, le Club de veille s'est constitué en 2011, avec une vingtaine de membres issus des CRPV permettant de veiller une centaine de sources au total. Le club de veille implique des chargés d'information-documentation, des chargés de mission et des directeurs.

- ▶ 10 CDR représentés
- ▶ 20 personnes
- ▶ 1 espace de « social-bookmarking » : Diigo
- ▶ Des outils (1 espace de « social-bookmarking » : Diigo, 1 agrégateur de flux RSS)

Objectifs

L'objectif visé de gagner du temps sur le repérage est constaté par chacun. Au-delà, la démarche permet également une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres sources).

Résultats

Ce travail génère une dynamique inter-centres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. De ce fait, les veilleurs appartiennent à un réseau. C'est un travail « horizontal » qui implique documentalistes, chargés de mission et directeurs.

L'expérimentation a débouché, lors du dernier trimestre 2011, sur des écritures partagées d'actualités qui peuvent être reprises sur les blogs ou newsletter et quelques notes de synthèse. Pour valoriser ce travail de mutualisation, les actualités et notes de synthèse publiées sont signées "**Club de veille des centres de ressources politique de la ville**".

Evaluation qualitative

Gain de temps dans le repérage des informations utiles, investissement du temps gagné dans la veille locale, rupture d'un "sentiment d'isolement" et échange sur des sujets/projets communs.

Un accompagnement spécifique aux TICs

Le Service Information Documentation accompagne les acteurs à l'utilisation des TICs dans le cadre professionnel. Il en découvre les différents usages et les multiples fonctions.

De la mise en place d'un système de veille individuel ou collaboratif à l'organisation-animation d'espaces de travail inter-partenariaux à distance et en ligne, cet accompagnement facilite l'appropriation de nombreux outils de nouvelle génération. Il participe à la montée en compétences et connaissances de nos environnements nouveaux de travail numérique.

En 2011 et 2012, des tutoriels d'utilisation/gestion de ces outils ont été créés.

Les Dossiers Ressources « dynamiques »

Ces dossiers ont pour objectif de présenter un sujet d'actualité, d'alimenter les acteurs en ressources de manière continue sur un laps de temps pré-déterminé à l'avance ; enfin ils offrent un espace privé aux acteurs souhaitant l'utiliser pour échanger sur leurs pratiques. Ils peuvent être utilisés comme un support à l'animation de réseaux.

Ces dossiers sont en réalité des « mini » sites web, réalisés avec le module Google Site de Google. Ils offrent en outre, un espace « Forum » qui permet l'interaction entre réseaux, acteurs, stagiaires de la formation ; Ressources & Territoires a un rôle de modérateur de ces espaces.

Le dossier «Adulte-Relais»

- Un des dossiers porte sur la **professionnalisation des adultes-relais**. Il sert de support à l'animation du réseau des adultes-relais en Midi-Pyrénées par les délégués du préfet et la DRJSCS. De nombreuses ressources et contacts sont référencés.

Ressources & Territoires
Groupement d'intérêt public
Ressources & Territoires
9 rue Alex Coutet - BP 82312
31023 Toulouse Cedex
Siret : 183 109 032 00023 - APE : 8432Z
Tel : 05 62 11 38 34 - Fax : 05 62 11 38 54
accueil@ressources-territoires.com
www.ressources-territoires.com

Adultes Relais en Midi-Pyrénées
Valoriser ses compétences dans un milieu professionnel

Rechercher dans ce site

Accueil | Agenda : Actualités/Événements | La formation professionnelle continue | Productions des CDR | Ressources COSOTer | Glossaire | Liens utiles
Le dispositif "Adultes-relais" | Plan régional d'accompagnement professionnel des Adultes-Relais | Contacts | Service Question/Réponse, R&T | Forum - Accès réservé

Accueil

Bienvenue sur le Dossier Web Thématique (DWT) destiné prioritairement aux bénéficiaires du dispositif "Adultes-relais" et plus largement aux professionnels de l'Intervention sociale.

Ce dossier "site-ressources" se veut à la fois un espace "ressources" et un lieu d'échanges de pratiques.

- L'**espace public "RESSOURCES"** que vous consultez actuellement permet :
 - l'identification de compétences relatives aux métiers de la médiation sociale,
 - l'accès aux métiers du travail social et de la santé, aux métiers de l'animation, du sport et des loisirs, aux métiers de la Prévention et de la Sécurité.
- L'**espace "privé"** de ce même site est **réservé aux professionnels Délégués du Préfet et "adultes-relais" de la région Midi-Pyrénées**, afin qu'ils puissent échanger sur leurs pratiques professionnelles, s'interpeller, se réunir, questionner le centre de ressources R&T sur leurs sujets de préoccupations, leurs interrogations (*S-QR, Service Question/Réponse en ligne*).

Si vous souhaitez participer à l'amélioration de ce site-ressources, vous pouvez nous laisser vos commentaires et/ou remarques par mail ; si vous souhaitez rejoindre le groupe d'échanges - **sous certaines conditions** -, n'hésitez pas à prendre contact avec la personne en charge de l'animation de ce site :

Jenny COLLIN, Chargée InfoDoc R&T / 05 62 11 38 35 - infodoc@ressources-territoires.com

J-Adultes Relais du 19 mai 2011
Programme
Dossier du Participant
Support France
Médiation

Documents de référence - Médiation sociale
Référentiel(s)
Ressources réglementaires

2 sources de référence
Les 4 emplois-repères
Fiches ROME

Métiers du Travail social et de la Santé
Diplômes
Catégorie

Dans ce cadre, plusieurs séances d'initiation/formation à la gestion du dossier (mini-site collaboratif) ont été dispensées par R&T aux Délégués du préfet et à la DRJS CS.

Le dossier FLI – Français Langue d'Intégration

- Ce dossier ressource, initié par R&T, est en ligne sur le site Internet de R&T permet de regrouper et de mettre à jour les informations concernant le FLI. Il comporte un espace d'échanges (forum) pour favoriser les collaborations entre les acteurs concernés.



Enseignement / Apprentissage de la langue française
Réseaux des Formateurs-Formatrices "FLI" en Midi-Pyrénées: échanger ses pratiques professionnelles

[Consulter les ressources du FLI](#)

Formateurs-Formatrices FLI :
[Accéder à votre forum FLI](#)

Le dossier Prévention de la délinquance

- Ce dossier reste en accès réservé, essentiellement pour des raisons de droits d'auteur. Il reste en revanche accessible sur demande.

Conseil & Accompagnement

Dispositif « Compétences-Clés »

Ateliers Sociaux Linguistiques

Accompagnement des collectivités

Accompagnement d'autres structures

Accompagnement des acteurs

Accompagnement à la mise en œuvre du dispositif « Compétences Clés » et au développement des Savoirs de Base

L'enquête IVQ (Information Vie Quotidienne) de l'INSEE actualisée en 2011 sur le territoire métropolitain révèle que 7% de la population française est confrontée à un problème d'illettrisme, soit 2 500 000 personnes.

Cette enquête montre de plus que ce problème touche toutes les tranches d'âge.

Néanmoins la proportion de personnes en situation d'illettrisme est plus forte pour les groupes d'âges les plus élevés. En effet, plus de la moitié est âgée de plus de 45 ans.

La moitié des personnes en situation d'illettrisme vit dans les zones rurales, l'autre moitié en zone urbaine.

Si 10% des 2 500 000 personnes en situation d'illettrisme vivent dans les ZUS, le taux d'illettrisme s'élève au double de la moyenne nationale, soit 18% contre 9% (INSEE 2006).

51% des personnes en situation d'illettrisme sont dans l'emploi, 10% sont au chômage, et 13,5% en formation ou inactifs.

Parmi les actions participant à la LCI et au développement des savoirs et compétences de base, le dispositif « Compétences Clés » piloté par la DIRECCTE a une place prédominante. Il a pour objet l'achat de prestations de formations, dans le cadre d'un marché public, qui visent à lutter contre l'illettrisme et à développer les compétences clés suivantes : compréhension et expression écrites, mathématiques, sciences et technologies, anglais, bureautique et internet, aptitudes à développer ses connaissances et compétences.

Sur Midi-Pyrénées, huit candidats en groupements solidaires rassemblant 42 organismes de formation ont été retenus. Le marché se décompose en 8 lots territoriaux séparés, un par département.

De plus, un programme régional est impulsé par L'ANLCL (Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme). Le SCHEMA Régional de lutte contre l'Illettrisme et pour l'accès aux savoirs de BasE (SCRIBE). Ce document d'orientations tri-annuel propose la définition et la contractualisation des objectifs régionaux, et une suite concertée d'actions en direction des différents publics.

Suivi du marché 2011 et de ROSACE

Participation à l'élaboration du bilan qualitatif du marché 2011 en lien avec les correspondants de la DIRECCTE :

- analyse qualitative (durée des parcours, contenus proposés, publics concernés entrés sur le dispositif),
- vérification administrative des dossiers sur chaque lot,
- participation (janvier et février) à une re-vérification des différents documents administratifs relatifs au marché depuis 2009.

Tout au long de l'année R&T a procédé au suivi des données en lien avec le service de la DGEFP.

Actualisation des données (coordonnées des opérateurs, prescripteurs, et nombre de prestations financées en lien avec les bons de commande émis.

25 interventions ont eu pour objectif de :

- Vérifier la consommation des prestations initiales à la demande des UT
- Modifier les mots de passe ou les communiquer aux différents acteurs
- Modifier les coordonnées des prescripteurs et ajout des adresses
- Modifier des fiches apprenants liées à des erreurs sur la saisie des noms
- Extraire des données à l'attention de la DIRECCTE

Participation aux comités de pilotage organisés par les Unités Territoriales et appui à l'analyse des données par département

Département	Dates de l'appui réalisé	Objet
Ariège	19 mars 2012	Comité de pilotage
Aveyron	26 janvier 2012	Comité de pilotage
Gers	08 mars 2012	Comité de pilotage
Lot	27 et 31 janvier 2012 03 février 2012	5 rencontres + comités de pilotage
Tarn	23 janvier 2012	Comité de pilotage

Sensibilisation des conseillers de Pôle Emploi

L'accord-cadre Pôle Emploi - ANLCI - DIRECCTE prévoit d'organiser des temps de sensibilisation sur les questions de l'illettrisme et de l'accès aux compétences clés.

En déclinaison de cet accord cadre, 3 rencontres avec les directions régionales ont permis de faire un point d'étape et de dégager des propositions d'interventions autour de la poursuite de la sensibilisation des conseillers de Pôle Emploi (aide au repérage des situations d'illettrisme et mise en mots de ces situations).

Depuis 2010, 81 conseillers de pôle emploi ont été sensibilisés (11 sites concernés).

Plateforme Savoirs de Base de l'Albigeois

Le GIP CUCSA (Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'Albigeois) anime une plateforme partenariale locale qui regroupe les principaux acteurs institutionnels et associatifs concernés par les Savoirs de Base. R&T est intervenu à différentes occasions sur l'organisation de la prescription des publics et à l'occasion de différents comités de pilotages.

Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alternance (DIMA)

Le dispositif d'initiation aux métiers en alternance (DIMA) géré par le GIP FCIP, mis en place par le décret n°2010-1780 du 31 décembre 2010 accueille des élèves de collège pour leur permettre de découvrir un ou plusieurs métiers dans le cadre d'une formation en alternance, tout en poursuivant l'acquisition du socle commun de connaissances et de compétences. Ce dispositif ouvert dans les CFA de l'éducation nationale, des chambres consulaires, des établissements associatifs sous tutelle pédagogique de l'Education Nationale et des CFA dépendant de la DRAAF (Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et la Forêt), a accueilli en 2011, 753 élèves.

Il s'adresse prioritairement à des élèves qui présentent des difficultés dans les apprentissages fondamentaux, et pour qui les formes pédagogiques traditionnelles ne sont pas motivantes.

Les professionnels des CFA concernés par sa mise en œuvre se posent de nombreuses questions : comment accompagner les jeunes dans la construction de leur parcours professionnel ? Quels sont les liens possibles entre les activités de découverte des métiers et les compétences du socle commun ? Comment donner du sens aux apprentissages ?

R&T a co-organisé avec le GIP FCIP des journées de sensibilisation sur l'illettrisme et sur l'accompagnement des jeunes dans le cadre de leur parcours de formation.

Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

Conseil à la plateforme de professionnalisation des acteurs de l'IAE portée par la FNARS. R&T a réalisé :

- un inventaire de l'offre et des dispositifs existants dans le champ des savoirs de base et l'apprentissage de la langue sur Midi-Pyrénées,
- un repérage des outils d'apprentissage de la langue liés aux situations de travail.

Centre Régional de Formation aux Carrières de la Bibliothèque (CRFCB)

R&T a conçu en partenariat avec le CRFCB et mis en place deux journées de formation dont l'objectif était d'acquérir une meilleure connaissance de l'illettrisme (causes et conséquences socio-économiques) ainsi que des publics et appréhender la diversité des situations, d'accueillir et accompagner les publics en situation d'illettrisme, repérer leurs difficultés pour leur permettre de mieux s'approprier un lieu culturel et d'identifier les services les partenaires et les réponses possibles que peuvent proposer les bibliothèques.

Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)

Mise à disposition de ressources pédagogiques à la suite des interventions réalisées en 2011.

Plusieurs entretiens conseil à l'espace documentaire sur des recherches d'outils en lien avec les difficultés d'apprentissage repérées auprès des jeunes.

FAFTT

R&T est intervenu sur financements spécifiques auprès du FAFTT pour la formation (interne) des agents d'accueil et des chargés de formation au niveau national.

Ces journées ont donné lieu à la réalisation d'un outil de repérage.

UNIFORMATION

Participation aux journées régionales organisées par UNIFORMATION autour du projet « Socle de compétences » avec des témoignages d'opérateurs en Région Midi-Pyrénées (Aralia et AMS formation).

Mission Régionale de l'ANLCI

Différentes rencontres tout au long de l'année avec la Chargée de Mission ont permis d'échanger sur les actualités en matière d'actions développées, de préparer des interventions conjointes et d'identifier des axes en matière de prévention et de remédiation.

Professionnels de la formation et de l'insertion professionnelle

Les demandes individuelles portent essentiellement sur la découverte d'outils, des conseils pour la préparation et le bilan des séances de formation, les principes pédagogiques et la gestion de l'hétérogénéité des apprenants **(65 personnes ont été accueillies en 2012)**.

Récapitulatif des structures accompagnées par R&T en 2012

Services de l'État en région

- DIRECCTE- dispositif compétence clés
- UT46
- UT09
- UT12
- UT81

- SGAR Chargée de Mission Régionale Illettrisme

Organismes de formation

- GIP-FCIP
- CNFPT Midi-Pyrénées
- CNFPT Antenne Ariège
- CREPA (Centre ressources de l'Aude)
- CRI Paca (Marseille)
- CRI Nouvelle Calédonie
- APF
- ISFEC Toulouse
- Hériss Formation (09)
- Ariège Alpha (09)
- YMCA Colomiers
- CRFCB (Centre Régional de Formation aux carrières Bibliothécaires)
- Apprentis d'Auteuil
- CRAISAF (12)
- Plateforme de professionnalisation IAE

- GRETA (12)
- GRETA (09)
- LRF (31)
- GRETA (32)
- CFPPA du Lot (46)
- GRETA (81)
- GRETA (65)

Prescripteurs

- Pôle Emploi Balma
- Pôle Emploi de Cahors (46)
- Pôle Emploi Colomiers (31)
- Pôle Emploi 65
- Pôle Emploi Castelsarrasin (82)

- Mission locale Toulouse (31)

- Cap emploi 32

Centres sociaux (intervenant dans l'accompagnement des publics)

- UDAF 09
- Foyer laïque d'éducation populaire (81)

Autres partenaires de la formation

- GIPCUSCA
- FAFTT
- Uniformation
- Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) Service – STEMO D2A -dispositif d'accueil et d'accompagnement
- Décibel FM

Individuel

- 65 personnes accueillies

Accompagnement des Ateliers Sociaux Linguistiques (ASL)

Ateliers d'alphabétisation de Gaillac

Les ateliers d'alphabétisation organisés dans le cadre des activités du CCAS existent à Gaillac depuis 2006. Ils mobilisent une trentaine de bénévoles particulièrement engagés et permettent à une quarantaine d'usagers, principalement des femmes issues de l'immigration, de bénéficier de temps formels d'apprentissage de la langue Française.

Suite à des échanges entre les différents professionnels de Gaillac, les bénévoles des ateliers d'alphabétisation, les élus de la ville et Ressources & Territoires, a émergé la volonté de réfléchir à l'action engagée sur Gaillac. Un groupe de réflexion s'est constitué et s'est réuni mensuellement sur une année pour réaliser ce travail.

L'objectif de départ était de valoriser l'engagement des bénévoles, expliquer le fonctionnement des ateliers et apporter un éclairage sur la thématique complexe des apprentissages linguistiques.

Les échanges lors des rencontres successives ont porté sur les aspects historiques, structurels et fonctionnels, dans une approche systémique. L'analyse s'est faite sur l'environnement des ateliers et les éléments qui conditionnent les pratiques: démarche originale, car le plus souvent c'est bien la relation formateur/apprenant qui fait l'objet d'étude ou de formation.

Ce travail a évolué jusqu'à la réalisation d'un guide « Planète Alpha ». Il permet d'appréhender la dynamique de réseau et d'identifier les acteurs engagés ainsi que les dispositifs mis en œuvre sur le territoire Gaillacois.

Il doit permettre de comprendre, situer et trouver les réponses appropriées aux multiples situations qui peuvent avoir lieu dans le champ des apprentissages linguistiques. Il est modélisable pour d'autres situations et d'autres territoires.

Ce guide élaboré en 2011 a été finalisé sur le premier trimestre 2012.

Atelier d'alphabétisation de Lapanouse (Albi)

Cet atelier ouvert deux demi-journées par semaine, porté par la « Maison des Associations », mobilise un petit groupe de bénévoles (5 à 6 personnes). Il est fréquenté par une douzaine de personnes, essentiellement des femmes issues de l'immigration résidentes sur le quartier.

Cette association ne comporte pas de salariés et ne possède pas de projet clairement formalisé. Les bénévoles souhaitent :

- s'inscrire dans une méthode de travail mieux définie et partagée
- capitaliser des ressources
- engager une réflexion sur la spécificité des publics

Les premières rencontres de R&T réalisées sur le deuxième semestre ont porté sur l'analyse de la situation et du fonctionnement.

L'enjeu pour 2013 sera de développer une organisation pédagogique au plus près du modèle des Ateliers Sociaux Linguistique, notamment par :

- la formalisation du processus d'accueil des personnes (fiche d'accueil et d'orientation, grille de positionnement et de suivi,...),
- L'utilisation d'outils d'apprentissage adaptés (tel que, et à titre d'exemple le guide descriptif des actions socialisantes à composantes langagière réalisé par le CLP pour l'Île de France en 2004).

Atelier d'alphabétisation de Colomiers

L'atelier d'apprentissage de la langue est porté par la mairie de Colomiers et mis en œuvre dans le cadre des « Maisons de la Citoyenneté ». Il est organisé autour de quatre groupes d'apprenants répartis par niveaux et par objectifs d'apprentissage.

Le public est essentiellement composé de femmes issues de l'immigration résidant sur la commune.

L'atelier est encadré par un groupe d'une vingtaine de bénévoles. Ce groupe est globalement stable, il accueille néanmoins chaque année de nouvelles personnes.

La coordination pédagogique est assurée par l'une des responsables des Maisons Citoyennes. L'accueil, le positionnement et le suivi des publics est assuré par la coordinatrice.

Ressources & Territoires accompagne cet atelier depuis plusieurs années sur deux axes principaux :

- L'organisation pédagogique
- La formation des bénévoles

En termes de contenu, l'appui sur cette année a porté principalement sur l'animation de groupe, l'évaluation et la gestion des parcours avec la prise en compte des autres dispositifs d'apprentissage.

Ce groupe de bénévoles a bien intégré la logique de formation continue et utilise toutes les possibilités offertes par R&T :

- utilisation des ressources pédagogiques (service Info-Doc)
- accompagnement individuel ou par petits groupes
- inscription régulière sur l'offre de formations (catalogue) de R&T
- participation aux sessions FLI (4 jours) pour mieux s'en approprier la pédagogie
- participation au module de formation « Développer ses Compétences de Formateur » de 10 jours

Accompagnement des collectivités

Grand Auch Agglomération

Suite à l'accompagnement de R&T réalisé auprès des équipes travaillant sur le quartier du Garros, R&T a poursuivi sa démarche d'accompagnement et de conseil auprès de M. le Maire et Président du Grand Auch et de ses équipes techniques. Leur grande préoccupation de la situation des populations dans ce quartier ainsi que l'image, la structure urbaine du quartier lui-même les a mobilisés, notamment sur la question de son évolution nécessaire.

Une politique d'intervention globale avec des modalités d'entrées différenciées a été construite et ce, sur différents tempos :

- 1/ à moyen/long terme : un projet de rénovation urbaine du quartier en lien avec la ville et l'agglomération
- 2/ à court terme : possibilité de mettre en place une Gestion Urbaine de Proximité (GUP)
- 3/ à court terme : un projet de développement social local

La première étape choisie a été de mettre en place une GUP dans les quartiers du Garros et de la Heure afin de mobiliser les partenaires et d'engager une dynamique locale autour de ce projet ambitieux.

Il a été convenu que pour la mise en place de ces différents projets d'intervention, R&T accompagne le chef de projet dans sa nouvelle fonction et l'équipe-projet dans l'organisation du projet.

Objectifs

- Mettre en place une démarche de GUP sur les quartiers du Garros et de la Heure.
- Elaborer et amener à la signature un acte d'engagement des partenaires : la convention de GUP.

Éléments de réalisation

- Accompagnement de l'équipe projet à la démarche globale
- Réalisation d'un diagnostic en marchant, une des premières étapes de mobilisation (Éléments de constat et propositions d'interventions)
- Mise en place de 4 groupes de travail thématiques afin de recenser les actions en cours, et déterminer les actions et projets à venir, à court ou plus long terme
- Elaboration d'une convention de GUP

Evaluation qualitative

- Emergence d'une culture commune
- Adhésion au projet
- Formalisation d'une convention de GUP
- Apports méthodologiques (enquête habitants, grilles d'indicateurs, diagnostic en marchant, organisation de groupes de travail)
- Mobilisation des acteurs institutionnels (bailleurs sociaux, services de l'Etat, services de la ville et communautaires, CAF, Conseil Général, SCET)
- Mobilisation des acteurs de proximité (correspondants de quartier, animateurs, commerçants)
- Connaissance des procédures et de la GUP plus particulièrement (diagnostic en marchant, convention)
- Apports d'information dans le domaine de la participation des habitants
- Soutien au chef de projet dans sa mission au quotidien

Communauté d'Agglomération du Muretain

La collectivité dispose depuis quelques années d'un service « politique de la ville ». Celui-ci a été défini initialement sur des questions liées à la prévention de la délinquance et à la sécurité. La CAM souhaite aujourd'hui redéfinir les orientations stratégiques ainsi que les modes d'organisation.

R&T accompagne la Chargée de Mission « Politique de la Ville » et participe à des rencontres avec les différents acteurs concernés (Président, Vice-Président, DGS).

- Analyse du contexte et du système d'acteurs
- Définition de pistes de travail

Cet accompagnement se poursuivra en 2013.

Communauté d'Agglomération du Grand Rodez

Le service Habitat / Politique de la Ville de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez (environ 60 000 habitants pour 8 communes) est notamment en charge de la mise en œuvre de la « Gestion urbaine de proximité » et de l'animation du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD), qui a dédié un de ses axes d'intervention aux problématiques relatives à la tranquillité publique.

Dans ce cadre, il a été institué deux cellules de veille « proximité » réunissant régulièrement à Rodez et à Onet plusieurs acteurs du territoire : Police nationale, polices municipales, bailleurs sociaux, CCAS, représentants des communes... Sont ainsi « remontées » et exposées de nombreuses informations, directement par les partenaires.

Pour illustration, les bailleurs sociaux sont régulièrement confrontés à des situations problématiques diverses (conflits de voisinage, nuisances, racisme, isolement, monoparentalité difficile, etc.) qu'ils peuvent être amenés à présenter auprès des membres de la cellule de veille. La police rend également fréquemment compte de problèmes, liés au vivre ensemble ou à des actes de type règlement de compte (incendie de véhicule par exemple).

Le Grand Rodez envisage d'élargir ces cellules de veille à de nouveaux membres, tels que le Conseil Général (UTAMS) et l'Union départementale des associations familiales (UDAF).

Parallèlement à cette volonté d'élargissement, le service Habitat / Politique de la Ville souhaiterait davantage formaliser les modalités d'échange d'informations entre ses différents partenaires, tant au niveau de la cellule de veille existante, qu'au niveau de l'ensemble des membres de son instance partenariale en matière de prévention, le CISPD. L'élaboration d'une Charte de confidentialité est ainsi envisagée dans le cadre de la stratégie territoriale du Grand Rodez, en cours d'élaboration, qui redéfinit les axes de travail.

Ressources & Territoires viendra en appui technique et méthodologique auprès du service Habitat / Politique de la Ville de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez pour accompagner cette démarche de formalisation et d'élaboration d'une Charte d'échange d'informations / de confidentialité.

Le projet s'organise autour de plusieurs phases dans une démarche de formation-action :

- une phase de pré-contact (questionnaire envoyé aux participants des cellules),
- une phase de rencontre visant à renforcer l'interconnaissance des partenaires du Grand Rodez,
- une phase d'apport de connaissances théoriques (intervenant expert),
- une phase d'élaboration d'une *Charte de confidentialité / d'échange d'informations* partenariale et collectivement partagée (plusieurs temps de travail).

Engagée en 2012, cette formation-action se poursuivra sur le premier semestre 2013.

Ville de Figeac (46)

La Ville de Figeac a sollicité le GIP Ressources & Territoires pour l'accompagner dans l'élaboration d'un diagnostic partagé sur la question des jeunes et des jeunes adultes en difficulté ou en rupture.

Ce projet fait suite à l'élaboration d'un premier diagnostic partagé sur les questions de sécurité et de prévention de la délinquance, mené par R&T (finalisé début 2010), et à un appui du Centre de ressources pour la rédaction de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance de la commune (2011).

Ces deux démarches successives ont démontré l'existence au sein du territoire d'un public jeune en difficulté qui vient questionner la prise en charge et les réponses déployées par la Ville et ses partenaires. La Ville a souhaité mener une réflexion spécifique sur cette problématique, mobilisant l'ensemble des acteurs concernés.

R&T accompagne la Ville de Figeac pour l'impulsion d'une démarche partenariale autour des jeunes en difficulté.

Dans ce cadre R&T anime plusieurs réunions de travail et élabore des documents de synthèse (élus – cabinet – techniciens / Ville).

Ville de Toulouse

- Participation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (plénier).
- Transmission d'éléments d'information et de contacts à une consultante Qualité, Sécurité, Environnement de la SOCOTEC en vue de l'étude de sûreté et de sécurité publique du Stadium de la Ville de Toulouse.
- Appui à la Démarche Kiev (projet de reconfiguration de l'Avenue de Kiev) : participation au Groupe de travail de l'axe V « Tranquillité publique et sécurité ».

Communauté d'Agglomération du Sicoval

Participation au CISPD (Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance) dans sa forme plénière ou restreinte, notamment dans le cadre de la démarche de finalisation de la Charte partenariale.

Présentation de l'évolution de la délinquance constatée entre 2007 et 2011 (rapport pluriannuel) et d'éléments d'analyses produits en collaboration avec la Gendarmerie en Assemblée plénière du CISPD.

Séance de restitution-débat auprès du groupe de travail CISPD (élus – techniciens) de l'évolution de la délinquance constatée entre 2007 et 2011 sur le territoire du Sicoval.

Appui à la coordonnatrice du CISPD.

Accompagnement d'autres structures

CUCS de Castres Mazamet

Les Chefs de Projets du CUCS ont souhaité conduire une réflexion sur la question des apprentissages linguistiques : Offre de formation sur le territoire, modalités pédagogiques des organismes, réseaux et partenariats, ...

Éléments de réalisation

- R&T a participé aux différentes rencontres avec les acteurs concernés
- Restitution d'une enquête auprès des OF réalisée en 2011
- Intervention sur les questions spécifiques et les définitions des actions et des publics.

Préfecture du Tarn - mise en place d'une démarche qualité du Programme de Réussite Educative

Le Secrétariat Général de la Préfecture du Tarn a souhaité mieux connaître les dispositifs de la politique de la ville et a demandé aux délégués du Préfet, et à la DDCSPP, de mettre en place une démarche de travail visant une meilleure lisibilité des actions. Il a été décidé de s'intéresser au programme de réussite éducative (PRE), dont les enjeux sont particulièrement prioritaires dans la politique de la ville.

Il a été constaté que les PRE du département travaillaient sans stratégie départementale, et qu'il était par conséquent nécessaire de la définir.

Objectifs

- 1/ Affiner la connaissance du dispositif au niveau départemental et dégager les plus-values apportées par les PRE ;
- 2/ Partager la compréhension du dispositif en mettant en place une démarche d'évaluation en continu au niveau départemental et en construisant un référentiel de bonnes pratiques ;
- 3/ Accroître la lisibilité du dispositif PRE du département pour tous les partenaires institutionnels impliqués en mettant en place à terme une instance départementale de coordination des PRE.

Eléments de réalisation

- Analyse de la demande et aide à la décision auprès de Mme la secrétaire générale du Tarn
- Elaboration de la démarche globale d'accompagnement auprès des Délégués du Préfet
- Accompagnement méthodologique sur la démarche qualité du PRE
- Animation des réunions (Support méthodologique d'animation des réunions – (schéma heuristique)
- Entretiens auprès des élus et des gestionnaires des PRE y compris l'Inspection Académique et le Conseil Général (14 personnes)
- 4 réunions de travail à la Préfecture du Tarn réunissant tous les coordonnateurs PRE (5) et les chefs de projets CUCS du Tarn (4), animées par les délégués du Préfet, y associant la DDCSP
- Production : rapport sur les plus-values des PRE du Tarn avec un support « mind map » (schéma heuristique)

Évaluation qualitative

- ▶ Une démarche de niveau départemental structurée pour la politique de la ville
- ▶ Une dynamique de travail renouvelée associant l'Etat, les collectivités (élus et gestionnaires), les chefs de projets CUCS et coordonnateurs
- ▶ Le souhait des DP d'utiliser la même méthode de travail pour les autres dispositifs de la PV dont ils ont la charge
- ▶ Une démarche positive pour tous les acteurs de la PV

CAF 81

L'accompagnement se situe dans la continuité de la démarche initiée en 2011 dans le cadre de l'élaboration des contrats de projets des centres sociaux CAF du département.

Éléments de réalisation

- Finalisation des contrats de projets : apports méthodologiques (arbre d'objectifs /résultats attendus)
- Finalisation du projet cadre
- Accompagnement des équipes à la formalisation des contrats de projets
- Finalisation et restitution de l'étude sur les actions innovantes dans les centres sociaux du Tarn en gestion directe.

Évaluation qualitative

- Une démarche structurante pour les directeurs des centres sociaux
- Une objectivation des organisations et des fonctionnements internes
- Des contrats de projets clairement définis sur 4 ans

Cabinet du Préfet et au Pôle Sécurité Intérieure de la Préfecture de la Haute-Garonne

Appui général au Plan Départemental de Prévention de la Délinquance et participation au Conseil Départemental de Prévention.

Appui au Pôle Sécurité intérieure : réalisation de documents d'analyses et d'outils d'observation cartographiques ou statistiques concernant plusieurs communes – Plaisance-du-Touch, Ramonville... (*mars, décembre 2012*).

Participation au groupe de travail « Tranquillité publique et sécurité » (axe V) de la « Démarche KIEV » et gestion de l'outil « Baromètre bailleurs ».

Journées d'échanges du Pôle Régional de Compétences en Education pour la Santé.

L'IREPS et le PRC ont engagé une réflexion sur le thème « Approche globale de la santé et territoires ».

Ressources & Territoires a participé à l'élaboration de ces deux journées et a favorisé la promotion de cette action par sa connaissance des territoires et des acteurs.

Objectifs

- › Permettre un temps d'échanges interprofessionnels sur les expériences et les pratiques
- › Renforcer la concertation et la coordination des acteurs
- › Dégager des recommandations collectives

Éléments de réalisation

- › Participation à la conception des journées
- › Co animation des ateliers
- › Réalisation du « dossier du participant » et la synthèse des actes de la journée

Dates : le 13 janvier à Montauban et le 06 Février à Toulouse

Accompagnement des acteurs

Délégués du Préfet 31

Conseil sur la question des écrivains publics à Toulouse ;
Information ressources pour l'élaboration d'un document de synthèse pour la sous-préfète à la ville concernant la nouvelle géographie prioritaire.

Chef de Projet CUCS

Conseil méthodologique sur la question de l'évaluation /bilan du CUCS de l'Albigeois ;
Conseil sur les projets engagés ou à engager sur le territoire du CUCS (posture, méthodologie)

Coordonnateurs CLSPD

Blagnac : production de documents d'analyse et de bilans :

Tournefeuille : participation au CLSPD plénier et au Comité technique, co-pilotage de la Commission « Observatoire » (synthèse des données et production de documents d'analyse) et participation aux cellules de veille « Tranquillité publique »

Pibrac : synthèse de données et production de documents d'analyse, présentation du bilan de la délinquance et participation au CLSPD plénier.

Aigüefonde, Aussillon, Labruguière, Mazamet, Payrin-Augmontel et Pont de l'Arn (81) : Transmission de contacts et recherche de collectivités ayant travaillé sur la gestion des temps festifs et la problématique de l'alcoolisation excessive.

Appui à la prise de poste et soutien à l'organisation de la Journée annuelle des partenaires du CISPD.

Chef de la Police Municipale

Appui au chef de la police municipale de Gratentour pour la production et transmission de tableaux de bord et la réalisation d'un bilan de la délinquance sur les 9 premiers mois de l'année.

Conseillers Prévention-Sécurité et Chargé(e)s de Mission

Appui méthodologique et transmission d'éléments d'analyse à une chargée de mission de la ville de Toulouse en charge de réaliser le diagnostic social territorial du quartier Amouroux Roseraie et production d'un tableau de bord spécifique.

Appui technique à la Conseillère Prévention-Sécurité et Politique (Toulouse) du Cabinet du Maire pour une analyse de l'évolution de la délinquance sur les secteurs de l'hyper centre de Toulouse, Empalot et les quartiers du canton 7 (Gramont-Gabardie, Amouroux, Colonne Marengo, Jolimont, La Gloire, La Juncasse, la Roseraie, Louis Plana et Soupetard).

Appui au Chargé de Mission (Toulouse) Prévention de la délinquance / Santé de la Direction du Développement Social et réalisation d'un bilan annuel de la délinquance constatée au quartier des Izards.

Etudes & Recherche

Diagnostic territorial sur l'intégration de populations immigrées du Grand Rodez.

Le Grand Rodez a souhaité engager une réflexion de l'intégration des populations immigrées et notamment autour des questions liées à l'accès aux droits dans l'habitat social ; aux incivilités ; à la présence du CADA (centre d'hébergement des demandeurs d'asile). La collectivité a fait appel à R&T afin d'être accompagnée dans sa démarche.

Objectifs

- Mieux connaître les situations et les problématiques liées à l'intégration des populations immigrées sur le territoire de l'agglomération au regard de l'habitat, de l'emploi et de l'apprentissage de la langue.
- Relever les mécanismes et les pratiques discriminatoires éventuelles.
- Dégager des pistes d'intervention et un programme d'action en faveur de l'intégration des populations immigrées.

Éléments de réalisation

Recueil de données statistiques en matière de logement, d'emploi et d'éducation (y compris d'apprentissage de la langue française pour les adultes) auprès des institutions et des associations.

Réalisation d'entretiens auprès de personnes ressources (associations, institutions...).

Analyse des freins et des leviers d'actions.

Proposition de pistes d'interventions au regard des problématiques soulevées.

Formalisation d'un document synthétique des problématiques, enjeux, freins et leviers au regard des discriminations de l'emploi, l'habitat et l'éducation des populations issues de l'immigration.

Evaluation qualitative

- Mobilisation des acteurs (institutionnels et opérationnels) du territoire sur ce sujet
- Réflexion/analyse partagée
- Apports/circulation de l'information
- Amélioration de la connaissance locale des problématiques liées à l'intégration des populations immigrées

Enquête de victimation « jeux de maux, jeux d'ados »

L'enquête « jeux de maux, jeux d'ados » est le fruit d'une étroite collaboration entre les trois délégués à la cohésion police-population de l'agglomération toulousaine, les services de l'Education Nationale de Haute-Garonne (notamment les personnels des collèges et le DAA-SEN) et Ressources et Territoires. L'objectif de cette étude est double : elle vise d'une part à mieux connaître le mode de vie des collégiens et d'autre part, à développer un partenariat durable entre la police et l'Education Nationale.

En novembre 2012, le protocole de passation est ratifié. Dès lors, les 9 collèges ciblés sont contactés et la démarche, ainsi que l'objectif de ces travaux, sont exposés aux équipes éducatives.

Dans les mois suivants, l'intégralité des questionnaires est diffusée, dans deux classes de 5^{ème} par établissement, puis recueillie par les délégués à la cohésion police-population, avant d'être transmise à Ressources & Territoires pour l'analyse.

La conception du questionnaire s'articule autour de 89 variables, regroupées en 6 thématiques, allant du profil du répondant jusqu'à sa perception de la police, en passant par sa situation familiale, sa scolarité, son cadre de vie, ainsi qu'un volet consacré à la victimation. Certaines questions sont ouvertes ou fermées et d'autres à choix multiples.

Cette étude sera finalisée en 2013.

Diagnostic Local de Sécurité - Plaisance-du-Touch (31)

La Ville de Plaisance-du-Touch a sollicité Ressources & Territoires pour la réalisation d'un diagnostic partagé sur les problématiques de sécurité et de vivre ensemble dans le cadre de l'animation de son Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). L'objectif général poursuivi est le recueil d'éléments de diagnostic partagé auprès des acteurs du territoire dans l'optique de structurer et opérationnaliser cette instance partenariale en l'adaptant aux problématiques locales repérées et aux besoins des professionnels concernés.

L'accompagnement vise la conduite d'un processus de réflexion sur la gouvernance de la prévention au sein de la collectivité, afin de favoriser une approche transversale et partagée (avec les partenaires). Il s'agit de dresser un état des lieux qui sera support à une réflexion collective, sur le projet local de prévention de la délinquance. La démarche favorise une approche globale des processus garantissant la paix publique, le vivre ensemble, la cohésion sociale, la citoyenneté et la sécurité, tout en veillant à une meilleure articulation du champ de la prévention avec d'autres politiques publiques, notamment en matière sociale, éducative, urbaine et environnementale.

Cette étude engagée en 2012 sera finalisée en 2013.

Bilan de la cellule de veille du CLSPD - Ville de Graulhet (81)

La Ville souhaite réaliser le bilan de la cellule de veille, dans l'objectif notamment de recueillir les attentes de ses membres et d'impulser une nouvelle dynamique de projet. Ce bilan permettra également de questionner le fonctionnement de cette cellule et son articulation avec les autres dispositifs municipaux (CLSPD, CUCS, PRE, REAPP, etc.).

La Ville s'interroge également sur l'intérêt de développer des outils permettant d'objectiver le niveau de délinquance constaté au sein du territoire et d'améliorer ainsi le repérage des problématiques de sécurité.

Objectifs

- Impulser une nouvelle dynamique auprès des membres de la cellule de veille éducative en réalisant le bilan du fonctionnement de cette instance et en proposant de nouveaux axes de développement et de travail.
- Favoriser l'adaptation des politiques locales de prévention et de sécurité en « outillant » les élus (aide à la décision), les techniciens et les partenaires de la Ville de Graulhet d'instruments permettant de mesurer la délinquance constatée sur le territoire et son évolution (tableaux de bord, cartographie).
- Favoriser l'émergence d'une culture commune et fédérer les acteurs locaux autour d'un projet partagé.

Eléments de réalisation

- Recensement des attentes des membres de la cellule de veille éducative et proposition de pistes d'amélioration et de nouveaux axes de travail.
- Création, conception et diffusion d'outils d'observation des phénomènes de délinquance en collaboration avec les acteurs locaux (à partir des statistiques produites par la Gendarmerie).

Cette étude sera finalisée en 2013.

Observation des Territoires

Tableaux de bords et cartographies de la
délinquance

Cartographie des sites d'apprentissage de la
langue

Tableaux de bords et cartographie de la délinquance constatée

R&T réalise des tableaux de bord et des outils cartographiques destinés à assurer une meilleure information des maires et des élus dans le champ de la prévention de la délinquance. Ces outils d'observation permettent un suivi mensuel de la délinquance constatée sur les territoires concernés. Ils sont élaborés à partir des données recensées par les services de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale et reposent principalement sur un exposé sélectif des données fournies par l'« état 4001* ». Une analyse annuelle est également réalisée afin de pouvoir envisager le niveau moyen de délinquance, mais aussi son évolution. Un rapport annuel est produit en début d'année reprenant les données de l'année précédente.

* *Instrument statistique des services de police et de gendarmerie qui rassemble les 107 index de la délinquance constatée.*

Communauté Urbaine de Toulouse Métropole

Au cours de l'année 2012, 494 tableaux de bord et plusieurs outils cartographiques ont été produits et transmis à près de 60 destinataires issus des communes de Toulouse Métropole.

Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour la collectivité Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes qui la composent, soit 38 tableaux de bord. 24 indicateurs sont retenus pour chaque tableau de bord :

- Nombre de faits constatés
- Taux de criminalité
- Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort (7)
- Menaces ou chantages (11, 12)
- Vols à main armée avec arme à feu (15, 16, 17, 18, 19)
- Vols avec violence sans arme (23, 24, 25, 26)
- Cambriolages de résidences principales et secondaires (27, 28)
- Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers (29)
- Cambriolages autres lieux (30)
- Vols avec entrée par ruse en tous lieux (31)
- Vols à la tire (32)
- Vols à l'étalage (33)
- Vols d'automobiles (35)
- Vols de 2 roues (36)
- Vols à la roulotte et d'accessoires (37, 38)
- Vols simples (41, 42, 43)
- Infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services (55, 56, 57, 58)
- Incendies volontaires de biens publics et privés (62, 63)
- Destructons et dégradations de biens publics et privés (66, 67)
- Destructons et dégradations de véhicules privés (68)
- Atteintes à l'autorité (72, 73)
- Sécurité routière : nombre d'accidents
- Sécurité routière : nombre de tués
- Sécurité routière : nombre de blessés

Chaque indicateur est décliné à partir de la grille suivante : nombre de faits constatés, nombre de faits constatés mois n-1, variation mensuelle, cumul. En 2012, auront été ainsi produits 456 tableaux de bord mensuels (38 x 12).

- Réalisation d'un tableau de bord annuel pour la collectivité Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes, soit 38 tableaux de bord annuels.
- Rédaction d'un rapport annuel 2010-2011 de la délinquance constatée sur le territoire de Toulouse Métropole (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2011-2012).

Au total, 494 tableaux de bord ont été réalisés en 2012. Ils sont synthétisés au sein d'un rapport annuel et diffusés (mars 2013) auprès de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole.

Ville de Toulouse

Réalisation de tableaux de bord mensuels.

Rédaction d'un bilan annuel intégrant les données spécifiques à chaque quartier et une analyse pluriannuelle (début 2012 avec les données 2011).

Production de cartes (nombre de faits et variation) permettant d'évaluer l'évolution de la délinquance sur les 60 quartiers toulousains à partir de 7 indicateurs principaux :

- Nombre de faits constatés,
- Coups et blessures volontaires,
- Vols avec violence sans arme,
- Vols simples,
- Vols d'automobiles,
- Vols à la roulotte et d'accessoires,
- Cambriolages de résidences principales et secondaires.

Élaboration de matrices de classement mensuel des quartiers permettant de visualiser les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le plus important ; les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte variation en volume ; les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le moins important ; les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte baisse en volume.

Au total, 12 tableaux de bord, une synthèse, des cartes et des matrices de classement ont été réalisés en 2012 pour la Ville de Toulouse.

Pour les quartiers en contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)

Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour chacun des 8 quartiers en CUCS (Bagatelle, Bellefontaine, Empalot, Faourette, Izards, Mirail-Université, Reynerie et Papus), soit 96 tableaux de bord en 2012. Sont intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » produites par la Police nationale et les données produites par Tisséo (transports).

Réalisation d'un tableau de bord annuel pour chacun des 8 quartiers en CUCS, soit 8 tableaux de bord.

Au total, 104 tableaux de bord ont été réalisés en 2012 pour les quartiers en CUCS.

Communauté d'agglomération du Sicoval

Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour les 6 communes en CLS périurbain (Auzeville, Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne), soit 72 tableaux communaux.

Production d'un tableau de bord annuel pour les 36 communes du Sicoval, soit 36 tableaux de bord.

Élaboration d'un rapport pluriannuel de la délinquance constatée sur le territoire du Sicoval entre 2007 et 2011 (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes du Sicoval, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2007-2011).

Au total, 108 tableaux de bord ont été réalisés en 2012. Ils seront synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusé en mars 2013) pour la Communauté d'agglomération du Sicoval.

Préfecture de la Haute-Garonne [Cabinet et Pôle Sécurité Intérieure]

Production d'un tableau de bord mensuel pour chacune des 15 villes de plus de 10 000 habitants de la Haute-Garonne (Balma, Blagnac, Castanet-Tolosan, Colomiers, Cugnaux, Fonsorbes, Muret, Plaisance-du-Touch, Ramonville-Saint-Agne, Saint-Gaudens, Saint-Jean, Saint-Orens, Toulouse, Tournefeuille, L'Union), soit 180 tableaux de bord.

Production d'un tableau de bord annuel pour chacune des 15 villes de Haute-Garonne de plus de 10 000 habitants, soit 15 tableaux de bord.

Production d'un tableau de bord mensuel pour les 9 immeubles suivis dans le cadre du Baromètre d'ambiance de la Démarche KIEV (Grand d'Indy, Petit d'Indy, Petit Varèse, Glück Chalets, Poulenc, Messenger, Glück Patrimoine, Erik Satie et Jean Gilles) à partir des données saisies par trois bailleurs (Habitat Toulouse, Les Chalets et Patrimoine), soit 12 tableaux de bord.

Production d'un tableau de bord annuel pour les 9 immeubles suivis dans le cadre du Baromètre d'ambiance de la Démarche KIEV.

Au total, 208 tableaux de bord ont été réalisés en 2012 pour la Préfecture de la Haute-Garonne.

Bilan global des tableaux de bords

En complément de ces outils d'observation transmis aux élus et techniciens de la Haute-Garonne, R&T est également venu en appui - conseil auprès de ces mêmes partenaires, de manière ponctuelle (demandes spécifiques) ou de manière plus pérenne (action de diagnostic local de sécurité, accompagnement à l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, etc.).

Sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance, en 2012, R&T a réalisé plus de 900 tableaux de bord, ainsi que des notes d'analyse annuelles agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles. Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, tant de la part des acteurs étatiques que de la part des élus et techniciens des collectivités territoriales, destinataires de ces outils d'analyse.

Au total, 900 tableaux de bord ont été réalisés en 2012

Cartographie des sites d'apprentissage de la langue

Dans le cadre du PRIPI, la question de l'apprentissage de la langue comme vecteur d'intégration et d'insertion professionnelle des populations immigrées a été mise en avant. Le groupe de travail a souhaité ainsi répertorier et cartographier toutes les offres d'apprentissage de la langue existante sur le territoire.

Objectif

Pouvoir orienter les personnes demandeuses de formation vers des lieux de formation.

Éléments de réalisation

Réalisation d'une cartographie « dynamique » des lieux de formation dans la région Midi-Pyrénées.

Cette cartographie comporte une classification des opérateurs par département et territoires CUCS (Toulouse, Albigeois, Carmausin, Tarbes, Montauban,...) ainsi qu'une classification par dispositif :

- CAI et Hors CAI –OFII // profil Alpha - FLE
- ASL – ACSE+ autres financeurs (CAF, collectivités territoriales) // profil Alpha-FLE
- Compétences Clés – DIRECCTE
- Ouvrir l'école aux parents – EN + DAIC – parents migrants
- Les principaux OPCA

Ce travail de cartographie se poursuivra en 2013. Il intégrera notamment les objectifs des dispositifs, les publics, la classification des structures en relation avec le référentiel FLI (structures avec ou sans agrément, structures labellisées ou pas).

Préfiguration de la cartographie sur le site de R&T

The screenshot displays the website interface for 'ressources & territoires'. At the top, a navigation bar includes links for 'MIEUX NOUS CONNAÎTRE', 'ACTUALITÉS', 'AGENDA', 'NOUS CONTACTER', 'POLITIQUE DE LA VILLE', 'PRÉVENTION ET SÉCURITÉ', and 'ACCÈS AUX SAVOIRS DE BASE'. The main header features the 'ressources & territoires' logo and the text 'ACCÈS AUX SAVOIRS DE BASE' and 'CARTOGRAPHIE'. A vertical sidebar on the left contains buttons for 'Adhérer à R&T', 'ACCÉDER À L'ESPACE DOCUMENTAIRE', 'LIENS UTILES', 'Actu des Territoires', 'Nos Productions', 'Dossiers Ressources', and 'OFFRES D'EMPLOIS', along with the 'www.emploi-collectivites.fr' logo. The central map of Ariège is titled 'CARTOGRAPHIE' and shows several locations marked with colored squares: Mazères (green), Pamiers (green and red), Mirepoix (red), Foix (green and red), Lavelanet (red and green), Saint-Girons (red and green), and Tarascon-sur-Ariège (green and red). A legend indicates: green square for 'Dispositif Compétences clés', purple square for 'Dispositif OEP', and red square for 'Dispositif OFII'. The bottom of the page includes a footer with 'Mentions légales', 'Nous contacter', 'Plan du site', 'RSS', and 'Agoravita ©'. A sidebar on the left contains an 'AGENDA DE' section with details for a meeting on March 14, 2013, and a list of future meetings.

ressources & territoires

MIEUX NOUS CONNAÎTRE | ACTUALITÉS | AGENDA | NOUS CONTACTER | POLITIQUE DE LA VILLE | PRÉVENTION ET SÉCURITÉ | ACCÈS AUX SAVOIRS DE BASE

ACCÈS AUX SAVOIRS DE BASE

CARTOGRAPHIE

Adhérer à R&T

ACCÉDER À L'ESPACE DOCUMENTAIRE

LIENS UTILES

Actu des Territoires

Nos Productions

Dossiers Ressources

OFFRES D'EMPLOIS

www.emploi-collectivites.fr

AGENDA DE

Prochaine réunion des chefs de projet CUCS
- jeudi 14 mars 2013
Thème : les Clauses sociales
Lieu : R&T, salle de formation

Prochaines rencontres des Coordonnateurs PRE
- Vendredi 15 fév. - Charte de fonctionnement du réseau et présentation des organisations et fonctionnement des PRE R&T
- Jeudi 13 juin - Décrochage scolaire et PRE, R&T
- Jeudi 3 oct. - Santé et PRE, Montauban
- Jeudi 6 déc. - thème restant à définir, Tarbes ou Labège (Sicoval)

tout l'agenda

Mentions légales | Nous contacter | Plan du site | RSS | Agoravita ©

Équipe de R&T

Jean François BAULES

Directeur Ordonnateur

Pascal FAURE

Directeur Adjoint

Nathalie CHEVIGNY

Chargée de Formation

Jenny COLLIN

Chargée d'Information et de Documentation

Françoise DELRIEU

Chargée de Mission Territoriale

Cécile LAFONTAN

Chargée de Mission Territoriale

Monique NEGRONI

Assistante Administrative et d'Accueil

Pierre PERNEL

Technicien SIG

Nicole ROUJA

Chargée de Mission Territoriale

Karine SOUM

Agent Comptable

Evelyne THEODORE

Comptable

Accueil de stagiaires

Camille NEUMER, étudiant en Master 2 « Villes et Territoires », parcours « Habitat et Politiques d'Aménagement », a effectué un stage du 17 février 2012 au 16 mai 2012 et du 25 juin 2012 au 25 juillet 2012.

Ce stage a consisté à collaborer à la mise en place d'une GUP à AUCH (32) en réalisant les tâches suivantes :

- › Réalisation des documents méthodologiques pour le diagnostic en marchant
- › Participation au DEM
- › Recueil traitement et analyse des données du DEM
- › Formalisation des documents d'analyse et de synthèse du DEM
- › Cartographie
- › Réalisation des documents de communication des COTEH et COPIL de la GUP

Laure PERRIER (mars – juin 2012), étudiante en Master 2 de Droit – Mention Science Politique – Spécialité « Politique et Sécurité ».

Sujet de mémoire : « Le rôle des bailleurs sociaux en matière de prévention de la délinquance et de tranquillité résidentielle ».

Maïlys KYDJIAN (décembre 2012), étudiante en Master 2 de Droit – Mention Science Politique – Spécialité « Politique et Sécurité ».

Évaluation en milieu de travail : « Chargée de mission – Développement local ».

